

# Positionspapier

**Initiator\*innen:** JS Suisse (beschlossen am: 25.08.2022)

**Titel:** De l'Union européenne à l'internationalisme

## Antragstext

1 Ce papier de position développe les positions de la JS Suisse sur l'Europe, et  
2 particulièrement sur l'Union européenne (UE). Il veut offrir une analyse des  
3 principaux problèmes et proposer des solutions à moyen et à long terme. Ce  
4 papier s'appuie sur les papiers de position de la JS « Europe des humains, pas  
5 des marchés financiers » (2012), « 10 ans de crise financière mondiale » (2018)  
6 et la résolution « Au lieu de l'isolement, l'Europe » (2014) et intègre des  
7 développements récents.

8 En tant que parti d'orientation internationaliste, nous savons que la Suisse  
9 n'est pas une île mais se trouve au cœur de l'Europe et est étroitement liée aux  
10 États membres de l'UE qui l'entourent. Il est donc logique que la JS Suisse  
11 prenne une position globale sur l'UE, orientée non pas par des constructions  
12 excluantes comme les États-nations mais par le principe « Prolétaires de tous  
13 les pays, unissez-vous ». Le PS Suisse est également actuellement en train de se  
14 pencher sur sa position vis-à-vis de l'UE et envisage d'éventuels scénarios  
15 d'adhésion. Le présent papier entend cependant poser la question de l'Europe et  
16 de l'UE de manière plus fondamentale, pour pouvoir la traiter de manière fondée  
17 et appuyée sur une vision, au sein du PS comme à d'autres niveaux.

18 La dégradation de la relation entre la Suisse et l'UE, l'effritement de l'UE  
19 elle-même et les crises nécessitant une réponse globale telles que la crise  
20 climatique ou la crise du coronavirus font qu'il est de notre devoir de traiter  
21 le thème de l'Europe.

22 La bourgeoisie et la droite conservatrice suisse, particulièrement l'UDC,  
23 s'opposent déjà avec véhémence à ce que l'on traite de ce sujet important :

24 elles s'attaquent sans cesse à l'intégration européenne, avec un certain succès.  
25 Les dernières initiatives de l'UDC<sup>1</sup> témoignent d'une politique protectionniste  
26 et xénophobe de la droite conservatrice, menée au profit des grandes  
27 entreprises, avec de graves conséquences pour la population. Pour un parti  
28 antinationaliste et anticapitaliste, le devoir est d'autant plus grand de  
29 développer une vision alternative de l'Europe pour s'opposer clairement à  
30 l'action destructrice des bourgeois·es et offrir une perspective durable.

31 Ni l'histoire ni le présent de l'Europe unie ne correspondent aux idéaux de la  
32 JS Suisse. Après la Deuxième Guerre mondiale et des regroupements tels que la  
33 Communauté économique européenne, qui avait également pour but de prévenir de  
34 futurs conflits entre les pays européens, quelques États européens se sont  
35 réunis en 1993 dans l'Union européenne (UE). En échange d'un marché commun,  
36 d'une monnaie commune et de règles et institutions communes, les États membres  
37 de l'UE renonçaient à une partie de leur souveraineté nationale. Outre les  
38 avantages économiques d'un grand marché intérieur, l'UE a renforcé l'Europe face  
39 à des actrice·eurs mondiales·aux tels que les États-Unis et la Chine. La  
40 concurrence économique intra-européenne n'a toutefois pas disparu et chaque État  
41 a dû s'adapter aux nouvelles règles du jeu. La crise financière de 2008 et ses  
42 conséquences ont clairement montré les énormes écarts et le manque de  
43 coopération entre les États membres de l'UE.

44 L'UE n'a jamais été un projet global et harmonieux, mais les crises comme la  
45 crise financière et économique, le Brexit ou encore la politique migratoire  
46 fatale ont eu des répercussions négatives sur la cohésion en son sein. On  
47 observe actuellement dans de nombreux pays européens une recrudescence des  
48 partis nationalistes d'extrême droite. Les crises, par leurs conséquences et  
49 l'échec des institutions européennes à y faire face, ont mené à une politique  
50 désastreuse de l'UE dans de nombreux États membres, notamment en matière  
51 économique. Avec son régime migratoire verrouillé aux frontières extérieures de  
52 l'Europe par l'agence Frontex, l'UE montre en outre son incapacité à se tenir à  
53 des principes humanitaires, et l'Union elle-même est devenue, par des problèmes  
54 de conception dans d'autres de ses aspects, un projet incapable de se réformer  
55 et de s'imposer, ce qui bloque la réparation de tels crimes humanitaires ou une  
56 véritable amélioration de la politique de l'UE. Les décisions de sortie comme  
57 le Brexit sont des conséquences de ces développements. D'autres États, comme la  
58 Hongrie ou la Pologne, profitent de cette décision pour envisager une sortie,  
59 tandis que des États du Sud-Est des Balkans attendent toujours leur adhésion.  
60 Cette double incertitude démontre l'instabilité de l'UE.

61 La gauche européenne est très divisée sur la question de l'UE. À la JS et au PS  
62 aussi, on retrouve cette large diversité de positions concernant l'avenir de  
63 l'Europe. Les critiques du néolibéralisme, du militarisme, de l'impérialisme

64 économique et de l'autoritarisme rencontrent l'espoir de la paix, de structures  
65 démocratiques supranationales<sup>x</sup> et de recherche internationale de solutions aux  
66 plus grandes questions de notre temps, comme la crise climatique, le capitalisme  
67 ou le patriarcat.

68 Deux questions primordiales s'offrent ainsi à nous : l'État suisse est-il plus à  
69 même de nous rapprocher d'une société socialiste que l'UE, et reste-t-il de  
70 l'espoir dans le projet de l'intégration européenne ? Les réformes pourront-  
71 elles sortir l'UE de ses crises et mener l'Europe vers un avenir socialiste, ou  
72 faut-il déclarer l'échec du projet de l'UE pour construire une nouvelle  
73 structure supranationale ? En vertu d'un certain rationalisme et d'une certaine  
74 urgence politique, on peut partir du principe que, sur la voie d'un monde juste,  
75 il est plus difficile de laisser mourir ce qu'il reste aujourd'hui d'Europe unie  
76 et de créer quelque chose de nouveau que de la réformer (à court terme). La  
77 transformation socialiste est à cet égard l'objectif suprême de la JS.

78 **La JS Suisse propose donc deux processus parallèles :**

79 1. Propositions de réforme transformative de l'Europe actuelle ; (dans le  
80 papier : la partie « Cadre institutionnel et politique de l'Union  
81 européenne », « l'UE, un marché libre avant tout », « L'UE et la Suisse :  
82 entre contrainte, influence et démarcation » et « Crise climatique et UE :  
83 un exemple de la nécessité de l'action coordonnée »,

84 2. Tout en renforçant la coopération de la gauche européenne pour préparer la  
85 construction d'une nouvelle Europe fédérale et socialiste (dans le papier  
86 : « Notre vision à court terme pour une meilleure UE » et « Notre vision à  
87 long terme pour une Europe sociale, démocratique et écologiste »).

88 Ce papier se concentre principalement sur la politique intra-européenne en  
89 raison de l'évidente tension intra-européenne et de l'importance du  
90 développement futur de l'UE. Les conséquences globales des politiques  
91 néolibérales, patriarcales et racistes, ainsi que des propositions de solutions,  
92 sont traitées dans le papier de position « Halte à l'exploitation du Sud Global  
93 » (2019)<sup>2</sup>.

## 94 **1. Cadre institutionnel et politique de l'Union** 95 **européenne**

96 L'Europe est plus que l'UE. Sur tout le continent, les gens cohabitent car elles  
97 et ils partagent des intérêts issus de leur proximité géographique mais qui  
98 dépassent le niveau national, comme de bonnes infrastructures, une vie en  
99 sécurité ou un environnement sain. Sur le plan institutionnel et politique, on  
100 trouve par exemple l'Organisation de coopération et de développement économique  
101 (OCDE), l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), l'Union de  
102 l'Europe occidentale (UEO), l'Organisation pour la sécurité et la coopération en  
103 Europe (OSCE) et le Conseil de l'Europe, qui sont d'autres regroupements d'États  
104 (notamment) Européens, mais qui sont loin d'avoir la même importance que l'UE.  
105 L'analyse de ce chapitre se limite donc principalement à l'UE.

## 106 **Institutions de l'UE et fonctionnement juridique**

107 Le Conseil européen est composé des chef·fes d'État et des chef·fes de  
108 gouvernement des États membres. Elles et ils se rencontrent quatre fois par an  
109 pour prendre des décisions d'orientation pour l'UE. Les décisions les plus  
110 sensibles, comme les politiques sociales, étrangères ou fiscales, doivent se  
111 prendre à l'unanimité. Si cela assure l'égalité entre tous les États, ce  
112 principe de décision priorise également la souveraineté des États sur le bien-  
113 être de la population européenne : le veto de certains États a par exemple  
114 empêché une réaction humaine à la crise migratoire dès 2015 ou longtemps bloqué  
115 l'harmonisation de l'impôt sur les sociétés.<sup>3</sup>

116 Le Conseil de l'Union européenne (Conseil des ministres) réunit les ministres  
117 des différents États membres (à ne pas confondre avec le Conseil de l'Europe<sup>4</sup>).  
118 Ce conseil est responsable de la législation aux côtés de la commission et du  
119 parlement. Les modalités d'appointment des ministres représenté·es étant  
120 propres aux États, certain·es ne sont pas élu·es par la population de leur État  
121 et ont donc une légitimité démocratique critiquable.

122 La Commission européenne représente le gouvernement de l'UE. Les commissaires  
123 sont nommé·es par les gouvernements des États de l'UE et élu·es par le Parlement  
124 européen. Dans les faits, les commissaires sont lourdement influencé·es par des  
125 lobbyistes très active·ifs à Bruxelles, qui représentent en majorité les  
126 intérêts des multinationales et des associations commerciales<sup>5</sup>. De plus, seule  
127 la Commission a le droit de faire des propositions de projets de loi.

128 Le Parlement européen est élu par les citoyen·nes de l'UE et composé de 751  
129 député·es. Ces élections sont nationales, et la dimension européenne est souvent  
130 totalement absente des campagnes : les parlementaires européen·nes sont donc  
131 élu·es avant tout sur la base d'enjeux nationaux, voir régionaux, plutôt que  
132 supranationaux. En outre, la participation est faible (50,66 % en 2019) et les  
133 personnes sans citoyenneté européenne ne peuvent pas voter alors même que les

134 politiques européennes, en particulier dans le domaine de l'asile, les  
135 concernent directement. Le parlement participe au processus législatif selon le  
136 principe de codécision (ou procédure législative ordinaire) : aucun texte  
137 législatif ne peut être adopté sans l'approbation du Conseil de l'UE. Le  
138 Parlement n'a en outre lui-même aucun droit de proposition législative. Les  
139 domaines de compétence du Parlement sont limités : les parlementaires n'ont pas  
140 leur mot à dire sur la politique fiscale ou monétaire et n'ont par exemple qu'un  
141 pouvoir limité dans les négociations d'accords de commerce internationaux. Le  
142 parlement Européen a aujourd'hui clairement trop peu de pouvoir par rapport aux  
143 autres institutions de l'UE.

144 Outre les quatre institutions politiques, il existe d'autres organes importants  
145 de l'UE. La Cour de justice est la plus haute juridiction de l'UE, et la Cour  
146 des comptes européenne est l'organe de contrôle des recettes et des dépenses de  
147 l'UE. La **Banque centrale européenne** (BCE) est également importante dans  
148 l'organisation de l'UE. Sa mission principale est de garantir la stabilité des  
149 prix. Le marché du travail ou les critères sociaux ne jouent aucun rôle dans son  
150 travail. La JS exige donc un contrôle démocratique de la Banque centrale  
151 européenne et sa mise au service de l'intérêt de la population européenne de  
152 manière inconditionnelle.

153 Les **traités européens** (traité sur l'Union européenne (TUE) et traité sur le  
154 fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)) sont les accords conclus entre les  
155 États membres de l'UE et constituent la base juridique de son fonctionnement. Le  
156 reste du droit européen (droit communautaire dérivé) s'appuie sur les traités  
157 européens. Ces traités énoncent notamment le principe néolibéral qui contraint  
158 l'UE à pratiquer une « économie de marché ouverte où la concurrence est libre  
159 »<sup>6</sup>. La JS rejette les principes néolibéraux inscrits dans ces traités. La  
160 politique sociale est très peu présente dans les traités européens (Acte unique)  
161 : intégrer les actrice·eurs sociales·aux aux négociations et accorder de faibles  
162 concessions, surtout en matière de droit du travail, est d'abord un moyen de  
163 garantir le développement de l'intégration économique.<sup>7</sup>

164 Il n'est guère possible de modifier ces traités, car tous les États membres  
165 doivent approuver une modification.

166 À côté des institutions formelles de l'UE existent des groupements informels  
167 d'actrice·eurs qui ont une influence considérable sur la politique européenne  
168 tout en échappant aux regards publics et au contrôle démocratique. C'est par  
169 exemple le cas de la Troïka, dépourvue de légitimité démocratique, que composent  
170 des représentant·es de la BCE, du FMI et de la Commission européenne. Elle a été  
171 créée à la suite des manifestations en Grèce menées par le gouvernement Syriza  
172 contre les mesures d'austérité de l'UE. En conséquence, la Grèce s'est vue

173 couper les vivres à partir de 2010 afin de mettre son gouvernement de gauche à  
174 genoux.

175 Les **agences européennes** sont d'autres organes de l'UE. Elles ne s'appuient pas  
176 sur les traités fondateurs de l'UE mais sont créées par les institutions de l'UE  
177 pour mettre en œuvre le droit européen. Un exemple connu de ces agences est  
178 Frontex, le corps européen de garde-frontières et de garde-côtes, qui fait  
179 partie des responsables de la politique anti-humanitaire de l'UE et des États-  
180 nations en matière de migration et d'asile.

181 Les agences se voient laisser une pleine autonomie afin que les autres  
182 institutions puissent se concentrer sur les "grandes" stratégies économiques et  
183 politiques. Le contrôle de leurs activités est censé être assuré par le Conseil  
184 européen mais, dans les faits, cela n'aboutit ni à une obligation contraignante  
185 de rendre des comptes ni à un contrôle efficace de leur travail. Dans le cas de  
186 Frontex, ces contrôles sont même utilisés pour dissimuler les violations graves  
187 des droits humains dont l'agence est coupable<sup>8</sup>. C'est une décision politique  
188 consciente.

### 189 Le déficit démocratique de l'UE

190 Il existe un déficit démocratique massif dans les institutions européennes.  
191 L'Union européenne est loin d'être une démocratie parlementaire, et cela n'a  
192 d'ailleurs jamais été son but : puissants gouvernements néolibéraux, grandes  
193 entreprises et lobbying de l'économie privée y travaillent pour la dérégulation  
194 économique et non pour les intérêts des peuples européens. Seul le **Parlement**  
195 **européen** est élu directement par les citoyen·nes des États membres, dans les  
196 limites mentionnées plus haut. Les membres des autres institutions européennes  
197 ont une légitimité démocratique variable, voire nulle si elles et ils  
198 représentent des pays où la démocratie est remise en question, comme la Hongrie  
199 ou la Pologne. Enfin, l'application du droit de l'UE à presque tous les domaines  
200 de la politique laisse une faible marge de manœuvre aux pays : la majorité du  
201 droit en vigueur dans les États membres est décidé principalement par les  
202 ministres regroupé·es au sein du Conseil, court-circuitant ainsi les parlements  
203 nationaux en vertu de la priorité du droit européen sur le droit national. Les  
204 populations des États membres peuvent ainsi se retrouver soumises à des lois  
205 qu'elles ne peuvent pas influencer et qui n'ont pas été adoptées par leurs  
206 représentants.

207 Dans cette composition non-démocratique, il arrive que des gouvernements  
208 nationaux blâment l'UE pour des mesures néolibérales impopulaires alors qu'ils  
209 ont eux-mêmes voté en leur faveur au sein des instances européennes. D'un autre  
210 côté, il faut reconnaître que certaines avancées importantes ont été intégrées  
211 dans les politiques des États membres par le biais de la législation européenne.

212 La JS Suisse formule donc les revendications suivantes en faveur de la  
213 démocratisation de l'UE :

214 - Au sein du Conseil européen, le principe de décision par unanimité doit être  
215 totalement aboli en faveur du vote à la majorité qualifiée.

216 - Le Parlement européen doit avoir un droit de proposition législative.

217 - La population européenne doit disposer d'instruments de démocratie directe,  
218 comme un droit d'initiative citoyenne contraignante que la Commission européenne  
219 serait obligée de traduire en proposition législative. Il doit également être  
220 possible pour la population européenne d'exiger des modifications des traités  
221 européens.

222 - Les groupements informels et non-démocratiques doivent être dissous.

223 - Les tâches des agences européennes doivent être effectuées par des  
224 institutions contrôlables de façon démocratique et des mécanismes de contrôle  
225 efficaces doivent être introduits.

## 226 La gauche en Europe

227 Le rôle de la **gauche en Europe** mérite également toute notre attention. Il a en  
228 effet changé au fil du temps et diffère considérablement selon les mouvements et  
229 les partis. À l'époque de Schröder et de Blair, à partir des années 90, la  
230 social-démocratie a activement fait la promotion du néolibéralisme sous la forme  
231 du social-libéralisme. D'autres partis de gauche, comme le Parti socialiste au  
232 Portugal ou Syriza en Grèce, se sont activement opposés à l'UE à la suite de la  
233 crise financière et ont tenté d'atténuer les conséquences de l'Europe  
234 capitaliste à travers leurs politiques économiques nationales. Aujourd'hui, il  
235 ne reste que peu de forces de ces mouvements de protestation.

236 La gauche parlementaire au sein de l'UE se présente aujourd'hui ainsi :

237 Les candidat·es au Parlement européen sont présenté·es par les partis nationaux  
238 et s'organisent en fractions, dont trois sont plus ou moins orientée à gauche :  
239 les socio-démocrates S&D, les verts et les régionalistes G/EFA, et la fraction  
240 anticapitaliste de gauche GUE/NGL. Ensemble, ces fractions totalisent 255 des  
241 705 sièges. Cela ne correspond cependant pas au nombre réel de parlementaires de  
242 gauche, car certains partis au sein des fractions ne suivent absolument pas une  
243 politique orientée à gauche. On trouve également quelques éléments de gauche qui

244 n'appartiennent pas à une fraction et ne sont donc pas pris en compte dans ce  
245 total. Évidemment, aucune révolution socialiste ne pourra se faire à travers les  
246 institutions européennes, mais, s'il est question de transformations sociales et  
247 écologiques substantielles, le Parlement européen paraît le mieux placé pour en  
248 initier les dynamiques – qui pour l'instant sont au point mort au vu de la  
249 faiblesse de la gauche de rupture à l'échelle européenne.

250 Les positions des partis européens de gauche sur l'UE sont disparates et  
251 manquent souvent d'ambition et de critique conséquente<sup>10</sup>. Les partis socialistes  
252 européens soutiennent en grande majorité l'UE et ses institutions, peinant à  
253 implémenter des réformes qui limiteraient l'influence des lobbies financiers et  
254 commerciaux au profit d'une Europe plus sociale et solidaire. En Angleterre, en  
255 Allemagne et au Portugal, l'idéal d'ouverture européen en matière économique est  
256 considéré aujourd'hui au sein des partis socialistes comme primant sur les  
257 aspects négatifs que la dérégulation a sur les droits des travailleuse·eurs. En  
258 revanche, en France, la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (NUPES)  
259 soutient la désobéissance aux traités européens dans le but de défendre "la  
260 souveraineté et les intérêts du peuple français", notamment pour permettre plus  
261 d'investissements dans les services publics et la transition écologique et "pour  
262 réorienter les politiques européennes vers le mieux-disant social et  
263 écologique". Ce dernier exemple montre donc que l'unité à gauche est possible  
264 même autour de la question européenne, car toute gauche qui se respecte admet  
265 désormais le besoin de désobéir aux règles européennes les plus  
266 antidémocratiques et ineptes, sans pour autant revendiquer une sortie.

267 La Confédération européenne des syndicats est également un acteur important de  
268 la défense des travailleuse·eurs européen·nes, bien que son action se concentre  
269 au sein des institutions et qu'elle défende les partenariats sociaux plutôt que  
270 la lutte syndicale, or la JS considère que les transformations politiques les  
271 plus radicales et nécessaires viennent de la rue et non des parlements.

272 Nous avons besoin d'une gauche unifiée, qui rassemble les partis, les mouvements  
273 sociaux et les syndicats en Europe derrière une vision commune. Ce ne sont pas  
274 de vulgaires rêveries : des mouvements et des partis comme Momentum en Grande-  
275 Bretagne, Syriza en Grèce, 15M et Unidas Podemos en Espagne, La France Insoumise  
276 en France, etc. avaient et ont toujours un grand potentiel pour unir les  
277 populations de tous les pays européens derrière les idéaux du socialisme. La  
278 gauche européenne doit mettre l'accent sur les droits des travailleuse·eurs et  
279 la défense des droits fondamentaux. Elle doit aussi s'inscrire dans une ligne  
280 internationaliste, car seule la souveraineté des peuples est légitime. Une  
281 gauche unie sera également capable de lutter efficacement contre la menace que  
282 représente la montée de l'extrême-droite dans de nombreux pays européens comme  
283 la France, l'Italie ou la Hongrie.

## 284 **2. L'UE, un instrument du capital avant tout**

285 Comme nous l'avons vu plus haut, l'UE est avant tout un espace économique  
286 capitaliste, dans lequel l'intégration économique des États-nations est au  
287 premier plan. Son objectif principal est un développement européen axé sur la  
288 concurrence. Les étapes concrètes qui ont suivi la fondation de l'UE ont été le  
289 démantèlement des barrières commerciales, la limitation des processus  
290 démocratiques liés à la politique économique au sein des États-nations et les  
291 privatisations. La politique sociale était et reste tout au plus un domaine de  
292 second ordre au sein de l'UE.

293 Le marché intérieur européen est l'objectif principal de l'UE et comprend quatre  
294 "libertés" : la libre circulation des marchandises, la libre prestation de  
295 services, la libre circulation des capitaux et des paiements, et la libre  
296 circulation des personnes. Le problème principal de cette liberté est le  
297 bénéfice unilatéral qu'en tirent les grandes entreprises. La libre circulation  
298 des personnes représente certes un abaissement des frontières nationales et une  
299 réelle avancée dans les droits des citoyen·nes des États membres de Schengen et  
300 de l'UE, mais les restrictions nationales, par exemple dans le domaine des  
301 prestations sociales, relativisent fortement cette libre circulation des  
302 personnes. Cette pression nuit à la protection des travailleuse·eurs au profit  
303 des grandes entreprises du monde entier.

### 304 **Protection des droits des travailleuse·eurs**

305 Au sein de l'Europe, les différences entre les États membres en matière de  
306 droits des travailleuse·eurs sont énormes. Ainsi, les salaires sont par exemple  
307 deux fois plus élevés au Danemark qu'en Bulgarie. Les États membres dont la  
308 productivité est relativement faible ont subi une forte pression sur les  
309 politiques salariales et fiscales après l'introduction de l'euro afin de  
310 maintenir leur compétitivité.

311 Les différences des coûts de la vie et du travail permettent aux grandes  
312 entreprises européennes de maximiser leurs profits : elles produisent meilleur  
313 marché dans certains pays, en particulier en Europe de l'Est, en profitant de  
314 salaires plus bas, et gardent leur siège social en Europe occidentale,  
315 contrôlant ainsi une grande partie de la chaîne de production. Ce processus  
316 s'appelle l'intégration verticale de l'économie. En résulte du dumping salarial,  
317 ou sous-enchère salariale, qui tire les salaires de toutes les  
318 travailleuse·eurs vers le bas s'il n'est pas combattu. En 1996, l'UE a introduit  
319 la directive sur les travailleuse·eurs détaché·es afin d'offrir de meilleures  
320 conditions de travail aux personnes travaillant dans un autre pays de façon

321 temporaire, qui a été reprise en Suisse sous la forme des mesures  
322 d'accompagnement<sup>11</sup>. Cependant, ce n'est pas suffisant : la protection des  
323 travailleuse·eurs en Europe est fragilisée par la baisse du taux de  
324 syndicalisation et, dans la plupart des pays européens, la faible couverture par  
325 des conventions collectives de travail et la jurisprudence de la Cour de justice  
326 européenne en faveur du capital, qui contrecarre quasi systématiquement les  
327 actions syndicales pour le respect des droits sociaux.

328 **Politique monétaire : la stabilité de l'Euro avant le bien-être des habitant·es**  
329 **de l'Europe**

330 L'introduction de l'euro en tant que monnaie unique a permis d'éliminer les  
331 incertitudes liées aux fluctuations des monnaies nationales. Le revers de la  
332 médaille est la limitation des politiques économiques nationales. Les États sont  
333 contraints de respecter les critères de stabilité de la monnaie unique ; les  
334 États membres ont ainsi perdu le droit de s'endetter. Ce manque de liberté a  
335 entraîné des situations désastreuses, particulièrement au cours de la crise  
336 économique et financière mais également durant la crise du coronavirus. Les  
337 États membres ont été contraints de mener une politique d'austérité et ont dû  
338 appliquer une politique économique néolibérale, indépendamment des majorités  
339 nationales et des besoins de la population, sur le dos des travailleuse·eurs et  
340 des plus pauvres. Les pays grands perdants, comme la Grèce, l'Italie, le  
341 Portugal, l'Espagne et l'Irlande, ont dû se plier aux coupes sociales, aux  
342 privatisations et au démantèlement des droits des travailleuse·eurs. La  
343 population portugaise a réussi à s'en libérer. Les grandes manifestations contre  
344 la crise ont conduit à une nette progression des deux partis de gauche radicale  
345 Bloco de Esquerda et des communistes, qui ont ensuite mené à un gouvernement  
346 anti-austérité constitué par le Parti socialiste, de 2015 aux élections de 2022.  
347 L'exemple du Portugal montre bien que la gauche européenne doit se mobiliser  
348 contre le démantèlement voulu par les mesures néolibérales dans les États-  
349 nations et s'unir pour créer une pression. Les protestations sociales émanant de  
350 la population d'un État membre peuvent apporter de réelles améliorations et  
351 mettre l'UE sous pression.

352 La JS se bat résolument pour les 99 %, donc pour les droits des  
353 travailleuse·eurs.

354 Outre la défense de nos droits en Suisse, la lutte internationale contre le  
355 néolibéralisme et l'exploitation est également cruciale. Les salaires, les  
356 conditions de travail, les assurances sociales et la politique familiale doivent  
357 être au centre de la lutte pour une Europe unie. La JS Suisse exige donc une  
358 politique salariale et tarifaire coordonnée, ainsi qu'une politique industrielle  
359 et de services sociale et écologique.

360 En outre, en Suisse, en Europe et dans le monde entier, une politique fiscale  
361 efficace en faveur de la redistribution du capital aux travailleuse·eurs et de  
362 la limitation du pouvoir des grandes entreprises est essentielle.

363 Ainsi, la JS Suisse formule les revendications suivantes à court terme pour une  
364 politique économique européenne en faveur des 99 % :

- 365 • Les économies des États-nations doivent être libérées du joug de la  
366 monnaie unique, et donc de la pression sur les acquis sociaux.
  
- 367 • Dans le cadre des négociations actuelles avec l'UE, la gauche suisse doit  
368 s'engager, en particulier pour l'introduction de la directive sur la  
369 citoyenneté européenne, de salaires minimaux et de mesures d'égalité  
370 salariale.
  
- 371 • Harmonisation d'une politique sociale équitable dans toute l'Europe pour  
372 surmonter les contraintes néolibérales du système économique européen  
373 actuel.
  
- 374 • Introduction d'un impôt minimal global pour les grandes entreprises.
  
- 375 • Renforcement du soutien de l'action syndicale et extension automatique des  
376 conventions collectives de travail.
  
- 377 • Les entreprises ayant leur siège social dans l'UE doivent appliquer des  
378 normes de travail et environnementales tout au long de la chaîne de  
379 production, à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE.
  
- 380 • Introduction d'un impôt européen sur les revenus du capital et la fortune.
  
- 381 • Introduction de conseils de travailleuse·eurs à l'échelle de l'UE pour les  
382 entreprises opérant dans plus d'un pays.

### 383 **3. L'UE et la Suisse : entre contrainte,** 384 **influence et démarcation**

385 Par le passé, la gauche suisse s'est beaucoup intéressée à la question de la  
386 protection des travailleuse·eurs en conflit avec l'intégration européenne. Dans  
387 le cadre de la libre circulation des personnes, des mesures d'accompagnement en  
388 faveur des travailleuse·eurs en Suisse ont été introduites en 2004. Elles visent  
389 à empêcher le dumping salarial et les conditions de travail abusives. Si elles  
390 étaient initialement une reprise du droit européen, elles ont été développées et  
391 sont aujourd'hui qualifiées de "discriminatoires" par l'UE, notamment parce que  
392 les entreprises européennes ont 8 jours pour déclarer les travailleuse·eurs  
393 qu'elles "détachent" en Suisse, contrairement à 4 dans l'UE. Les mesures  
394 d'accompagnement ont également permis d'étendre sensiblement le droit des  
395 travailleurs et travailleuses dans de nombreuses branches en facilitant le rôle  
396 contraignant de certaines conventions collectives. Elles représentent  
397 aujourd'hui en Suisse des acquis sociaux qui ne seraient sans elles pas  
398 protégés.

399 La Suisse est liée à l'Europe par des traités bilatéraux. Outre l'accord de  
400 libre-échange, il s'agit des accords bilatéraux. Après le rejet de l'adhésion à  
401 l'Espace économique européen (EEE) en 1992, la population suisse adopte en 2000  
402 les Accords bilatéraux I, qui marquent le début de la voie bilatérale, en même  
403 temps que les mesures d'accompagnement. Les différents accords des Accords  
404 bilatéraux I sont liés entre eux par une clause guillotine<sup>12</sup>. Ils sont suivis en  
405 2005/2006 par l'élargissement de l'UE vers l'Est et l'introduction des Accords  
406 bilatéraux II. Ils comprenaient notamment l'introduction de Schengen/Dublin, ou,  
407 dans le cadre des négociations, le « milliard de cohésion ». En 2009, la Suisse  
408 dit oui à l'extension de l'UE à la Roumanie et à la Bulgarie et à l'extension  
409 des mesures d'accompagnement. En 2014, l'UDC gagne la votation sur son  
410 initiative contre l'immigration de masse, qui remet notamment en question la  
411 libre circulation des personnes<sup>13</sup>. En 2016, le Conseil fédéral fait savoir au  
412 Conseil de l'UE que la demande d'adhésion de la Suisse à l'UE doit être  
413 considérée comme retirée. En 2020, l'UDC échoue dans les urnes avec son  
414 initiative de limitation, qui aurait eu pour conséquence la résiliation de la  
415 libre circulation des personnes.

416 Un autre thème récurrent est l'obligation de reprendre de manière dynamique la  
417 jurisprudence européenne en Suisse. De nombreuses jurisprudences sont  
418 immédiatement transposées dans le droit suisse, et la Suisse fait ainsi partie  
419 intégrante de l'Europe. La Suisse n'a souvent aucune possibilité d'influencer ce  
420 droit, ce qui pose un sérieux problème compte tenu de l'orientation néolibérale  
421 et anti-migratoire de l'UE. Un éventuel succès d'un référendum en la matière  
422 conduirait à une renégociation presque sans espoir ou à la sortie du traité.  
423 L'exemple le plus récent est la votation sur Frontex et la discussion sur une  
424 éventuelle sortie des accords de Schengen/Dublin.

425 La discussion actuelle sur la relation Suisse-UE a pour toile de fond le fait  
426 que le réseau de traités, composé d'une vingtaine d'accords bilatéraux et de  
427 plus d'une centaine d'autres traités, n'est plus toléré en raison de l'inertie  
428 de sa construction, et que la Suisse s'est elle aussi déclarée favorable à  
429 l'uniformisation sous un accord-cadre. Outre l'unification, l'UE exige un  
430 mécanisme de règlement des éventuels litiges entre la Suisse et l'UE.

431 En 2021 a été présenté l'accord-cadre institutionnel. Il a été fortement  
432 combattu par les syndicats, mais aussi par la droite, notamment en raison des  
433 aversions mentionnées. L'accord-cadre aurait considérablement affaibli les  
434 mesures d'accompagnement<sup>14</sup> et n'était donc pas suffisant. En voyant  
435 l'intransigeance syndicale sur cette question, le Conseil fédéral a préféré, à  
436 travers une alliance du PLR avec l'UDC, abandonner toute négociation plutôt que  
437 d'entrer en matière sur d'autres points importants pour l'UE mais incompatibles  
438 avec les idéaux politique conservateurs de la droite bourgeoise helvétique telle  
439 que la directive sur la citoyenneté européenne. Depuis l'échec de l'accord-  
440 cadre, l'UE n'est plus disposée à renouveler les relations actuelles avec la  
441 Suisse ou à conclure de nouveaux accords. Le non-renouvellement des accords  
442 existants d'accès au marché entraîne d'importantes restrictions en matière  
443 d'autorisation des produits.

444 De plus, la Suisse ne peut plus s'associer dans les domaines de la formation, de  
445 la recherche et de l'innovation, ce qui entraîne des désavantages massifs pour  
446 certaines personnes et secteurs. Pour les étudiant·es, en particulier, cette  
447 situation est déplorable. Les étudiant·es suisses risquent de perdre le contact  
448 avec la recherche actuelle et l'accès aux programme d'échange européens. Cette  
449 situation ne peut et ne doit pas devenir permanente.

#### 450 **Sommes-nous dans une impasse ?**

451 La gauche suisse est confrontée à un grand défi. D'une part, la critique de l'UE  
452 est justifiée et nécessaire. Il est important de se démarquer de la critique  
453 faite par la droite conservatrice : il est indispensable d'inscrire nos  
454 critiques de l'UE dans un axe internationaliste cohérent et de ne jamais tomber  
455 dans des critiques d'ordre culturel.

456 De plus, il est urgent d'agir : la rupture de la relation avec l'UE se répercute  
457 sur l'économie et la société.

458 Parmi les premiers avantages de la Suisse face à l'UE se trouvent les  
459 instruments de démocratie directe. Nous bénéficions en outre des mesures  
460 d'accompagnement à la libre circulation des personnes. De plus, la Suisse

461 continue dans une certaine mesure de protéger les services publics. Dans l'UE,  
462 les aides de l'État sont limitées. En Suisse, en comparaison, de nombreuses  
463 institutions sont encore en mains publiques (électricité, transports publics,  
464 santé, éducation), mais il faut tout de même reconnaître que la tendance  
465 néolibérale au démantèlement des services publics et de l'approvisionnement de  
466 base prédomine chez nous.

467 La JS reconnaît que la marge de manœuvre vis-à-vis de l'UE en tant que pays  
468 intégré mais non membre est relativement faible. Ainsi, les accords et les  
469 reprises de droit peuvent être retardées puis recalibrées au moyen du  
470 référendum, mais la Suisse ne peut pas se soustraire à ces directives. Il est  
471 malheureusement impossible de se retirer de cet enchevêtrement de dépendances,  
472 d'accords et de proximité géographique.

473 **La JS s'engage donc pour un renforcement de l'internationalisme européen au sein**  
474 **de la gauche pour exercer une influence sur la politique de l'UE par le biais**  
475 **de la lutte ouvrière, des grèves, des stratégies internes à la gauche et des**  
476 **coopérations.**

#### 477 **4. Crise climatique et UE : un exemple de la** 478 **nécessité de l'action coordonnée**

479 Étant le principal défi de notre époque, la politique climatique doit aussi  
480 trouver une place dans la question européenne. La JS défend clairement le zéro  
481 émissions de CO<sub>2</sub> net d'ici 2030, et évalue chaque action en matière de politique  
482 climatique par rapport à cet objectif. De plus, la JS revendique clairement le  
483 "System Change Not Climate Change" : la lutte contre la crise climatique doit  
484 toujours être une lutte anticapitaliste et pour les 99 %, car le capitalisme est  
485 le responsable de cette calamité destructrice. L'UE, en tant qu'organisation  
486 supranationale, a une responsabilité particulière dans la lutte contre la crise  
487 climatique, non seulement parce qu'elle dispose des moyens financiers et  
488 techniques nécessaires, mais surtout parce que l'époque où la politique  
489 climatique était exclusivement efficace au niveau national est indubitablement  
490 révolue. L'Europe, en tant que centre de la prospérité mondiale, porte  
491 considérablement plus de responsabilité que le Sud global exploité dans la mise  
492 en œuvre de solutions à la crise climatique. Les modes de vie et de production  
493 européens, basés sur l'exploitation du Sud global, montrent que l'Europe se doit  
494 tout particulièrement de s'impliquer dans la lutte contre la crise climatique.

495 D'une manière générale, on peut reconnaître que, dans le contexte de la  
496 politique mondiale, l'UE a jusqu'à présent joué un rôle précurseur dans la lutte  
497 contre la crise climatique, mais elle ne va nettement pas assez loin et son ADN

498 néolibéral la rend incapable de stopper la crise climatique en suivant le  
499 principe de la justice climatique. Les mesures présentées dans le cadre du Green  
500 Deal européen, comme l'échange de droits d'émissions (traité ci-après), la  
501 stratégie du "Derisking"<sup>15</sup> ou la taxonomie récemment révisée des activités  
502 économiques "respectueuses de l'environnement", continuent à évoluer dans le  
503 cadre étroit de l'économie orientée vers le profit et donc de l'exploitation des  
504 individus et de leur lieu de vie. Les questions de justice sociale ne sont  
505 traitées que de manière marginale.<sup>16</sup>

506 Pourtant, la politique climatique de l'UE est aujourd'hui bien plus avancée que  
507 celle de la Suisse et de nombreux autres États. Le Green Deal européen, qui fait  
508 partie de la politique climatique européenne, doit tracer la voie vers le zéro  
509 émissions net en 2050. Dans ce cadre, la Commission européenne a présenté le  
510 paquet « Fit for 55 », qui contient des mesures visant à réduire les émissions  
511 de gaz à effet de serre de 55 % d'ici 2030 par rapport à 1990.

512 L'instrument principal de la politique climatique européenne est l'échange de  
513 droits d'émission. Des droits d'émission<sup>17</sup> sont émis en quantité limitée puis  
514 négociés sur le marché. C'est un système auquel la Suisse participe également,  
515 et par lequel elle prétend se soustraire à des mesures de protection du climat.  
516 Ce système contribue très peu à la réduction des gaz à effet de serre et couvre  
517 moins de la moitié des gaz nocifs pour le climat. En revanche, il repose sur une  
518 stratégie purement commerciale, qui fait clairement passer le profit avant le  
519 bien-être de toutes et tous. Cela ne résout ni les questions d'urgence, ni  
520 celles de justice sociale.

521 La récente décision du Parlement européen concernant le règlement sur la  
522 taxonomie constitue un développement déplorable de la politique climatique  
523 européenne. La taxonomie détermine quelles activités économiques doivent être  
524 considérées comme écologiquement durables afin de pouvoir déterminer la  
525 durabilité d'un investissement, or, en juillet 2022, le gaz et l'énergie  
526 nucléaire ont été ajoutés a posteriori à la liste des possibilités  
527 d'investissement durable, ce qui constitue un recul désastreux.

528 Un point important à reprocher à la politique climatique de l'UE est qu'elle  
529 continue d'envisager pour l'avenir une gestion privée par des multinationales de  
530 l'approvisionnement en énergie. Nous avons besoin d'un contrôle démocratique  
531 d'un approvisionnement en énergie durable qui place le climat avant les profits  
532 des grandes entreprises.

533 Le transport représente un autre facteur important. Il est responsable d'une  
534 grande partie des émissions de gaz à effet de serre. Les accords de libre  
535 échange renforcent ces émissions et doivent donc être combattus dans leur forme

536 actuelle (ex. : TTIP/TiSA).

537 Autre moteur de la crise climatique, le secteur agricole est contrôlé par  
538 quelques grandes entreprises. Le déséquilibre de pouvoir entre les entreprises  
539 et les consommatrice·teurs et travailleuse·eurs est considérable. Il pousse les  
540 petites entreprises agricoles hors du marché, viole systématiquement les droits  
541 humains et animaux, déclenche des famines notamment en raison de la politique  
542 d'exploitation des surfaces agricoles et de la spéculation alimentaire dans le  
543 Sud global, et alimente la crise climatique. La politique agricole de l'UE est  
544 l'un de ses plus anciens domaines politiques et prend la forme d'une politique  
545 agricole commune (PAC). Le Parlement européen a adopté les nouvelles lignes  
546 directrices de la PAC pour la période 2021-2027, remettant ainsi fortement en  
547 question les objectifs du Green Deal. La politique agricole européenne doit se  
548 concentrer sur les petites et moyennes exploitations ainsi que sur les  
549 exploitations aux structures diversifiées.

550 En résumé, on peut affirmer que l'UE fait bien trop peu contre la crise  
551 climatique. Il est également difficile d'affirmer que la politique climatique  
552 actuelle de l'UE, ou une politique climatique plus ambitieuse, aurait la moindre  
553 chance auprès de ses États membres. Les États membres favorables au charbon, à  
554 l'industrie automobile ou encore le renforcement des partis populistes de droite  
555 en Europe représentent d'importants obstacles. Dans la perspective d'une  
556 politique climatique anticapitaliste, l'UE, en tant que communauté d'États  
557 uniquement focalisée sur l'intégration économique, n'en fera jamais assez. Il  
558 faut renforcer considérablement la pression internationale sur les États-  
559 nations, mais aussi sur les institutions de l'UE. La politique climatique  
560 européenne doit se détacher complètement des principes néolibéraux et suivre les  
561 revendications du mouvement pour le climat et les analyses du GIEC. La vie doit  
562 passer avant les profits, radicalement et suivant la justice sociale.

563 La JS formule ainsi les revendications suivantes en matière de politique  
564 climatique européenne :

- 565 • une augmentation massive des investissements dans les énergies  
566 renouvelables et la lutte contre le nucléaire et le gaz.
  
- 567 • une transition plus rapide et plus efficace des voies de transport vers  
568 des systèmes de transport plus respectueux de l'environnement,  
569 l'utilisation de technologies plus efficaces sur le plan énergétique –  
570 sans pour autant augmenter considérablement la consommation d'énergie – et  
571 donc une réduction du besoin de transport international.

572 • une politique agricole respectueuse du climat, avec des investissements  
573 dans une transformation de l'agriculture qui contribuent efficacement aux  
574 objectifs en matière d'environnement, de protection des animaux et de  
575 climat.

576 • un soutien financier et logistique aux pays du Sud global dans la lutte  
577 contre la crise climatique et le développement des énergies renouvelables,  
578 sans engagement de ces pays en dehors du domaine climatique.

## 579 **5. Quel avenir proche pour notre relation avec** 580 **l'UE ?**

581 La JS Suisse ne peut éviter de se positionner par rapport à l'UE, non seulement  
582 en raison de la situation géographique de la Suisse et de sa dépendance  
583 économique, mais aussi parce que notre conviction internationaliste est que nous  
584 voulons lutter pour toutes les personnes et pas uniquement pour la population  
585 suisse. Trop souvent, les discussions politiques autour de l'UE sont abordées  
586 avec un sentiment d'indépendance et de ne pas être concerné·es (on parle de  
587 sentiment de « Sonderfall »). Il n'est pas rare que ce sentiment s'inscrive dans  
588 un nationalisme qui prévaut chez les représentant·es de l'extrême-droite. Mais  
589 la gauche aussi se cache rapidement derrière le rejet de la construction  
590 néolibérale, antidémocratique et inhumaine aux frontières qu'est l'UE, empêchant  
591 une réelle réflexion sur les approches internationalistes de la transformation  
592 politique. Il faut en outre reconnaître que, dans de nombreux domaines, la  
593 Suisse n'est pas meilleure que l'Europe unie, comme l'a montré notre analyse.

594 Les grandes lacunes mises en évidence ci-dessus et l'analyse remettent en  
595 question l'UE dans son ensemble. Le manque de démocratie, le néolibéralisme et  
596 les dysfonctionnements réduisent la volonté de s'engager en faveur de l'UE.  
597 Toutefois, les développements néolibéraux se manifestent également en Suisse  
598 depuis les années 80, car il s'agit d'un problème global et non spécifique à  
599 l'UE. Il est également important de reconnaître que le type actuel de relation à  
600 l'UE mène à l'adoption uniquement des règlements néolibéraux et pas des  
601 règlements progressistes. La question de l'adhésion mérite donc d'être posée  
602 sérieusement : c'est une question à long terme d'internationalisme, qui, comme  
603 le montre l'analyse, doit être développée, ainsi qu'une question de solidarité  
604 avec l'ensemble des populations européennes, qui ne profitent pas d'un niveau de  
605 vie aussi privilégié que le nôtre.

606 La peur au sein de la gauche suisse d'une discussion sur la question d'une

607 éventuelle adhésion à l'UE l'empêche de prendre une position détaillée sur l'UE  
608 et la place dans une position attentiste et passive. En tant que JS, notre  
609 combat ne devrait pas se centrer sur les modalités de la relation Suisse-UE mais  
610 sur la lutte contre le pouvoir des possédant·es et pour une gauche européenne  
611 forte et ambitieuse. Nous devons collaborer avec des partis de gauche et des  
612 mouvements sociaux de toute l'Europe. Seule une gauche renforcée au niveau  
613 européen aura réellement le pouvoir de réaliser nos objectifs, et seule une  
614 gauche européenne unie peut développer une vision à long terme pour l'Europe et  
615 la façonner ensemble.

616 Ainsi, à court et à moyen terme, nous demandons au Conseil fédéral de défendre  
617 les revendications suivantes dans toutes les phases futures des relations  
618 diplomatiques entre la Suisse et l'UE :

- 619 1. Politique sociale : adoption de la citoyenneté européenne, extension des  
620 compétences de l'UE dans le domaine social ;
  
- 621 2. Politique économique et financière : imposition des entreprises (reprise  
622 de la réforme de l'OCDE à partir de 2023), modification de la  
623 jurisprudence en faveur de mesures syndicales et prévention de la  
624 concurrence fiscale internationale ;
  
- 625 3. Protection des salaires : salaires minimums dans toute l'Europe, à moins  
626 que des réglementations plus efficaces n'aient été mises en place (comme  
627 par exemple dans les pays du Nord), protection des travailleuse·eurs ;
  
- 628 4. Démocratie : suppression de l'obligation d'unanimité, renforcement des  
629 instruments du Parlement, introduction de l'initiative législative<sup>18</sup>;
  
- 630 5. Service public : renversement de la logique de privatisation, suppression  
631 de l'interdiction des aides étatiques ;
  
- 632 6. Politique climatique : neutralité CO<sub>2</sub> d'ici à 2030, une politique  
633 climatique rigoureuse n'autorisant ni nucléaire ni gaz dans sa taxonomie  
634 et prenant des mesures plus efficaces que l'échange de certificats  
635 d'émission ;

636 7. Politique migratoire : reconnaissance du droit d'asile, introduction de  
637 l'asile en ambassade et création de voies de fuite sûres, reconnaissance  
638 de la clause humanitaire dans l'accord de Schengen/Dublin et élargissement  
639 radical des motifs de fuite reconnus

640 Si l'adhésion de la Suisse à l'UE devait être envisagée, la JS considère que le  
641 maintien de la démocratie directe et des droits des travailleuse·eurs tels que  
642 la protection des salaires et des emplois ainsi que la garantie des services  
643 publics (CFF, système énergétique, etc.) constituent des conditions préalables  
644 non négociables à une adhésion. Mais la lutte ne s'arrête pas là. L'objectif  
645 suprême de la future Europe doit être et reste une vie épanouissante pour  
646 tou·tes les Européen·nes, dans le respect de la justice sociale.

## 647 **6. Notre vision pour une Europe sociale,** 648 **démocratique et écologique**

649 Le *Manifeste de Ventotene* sert de base pour la vision d'une future Europe  
650 socialiste. Il esquisse l'idéal d'un fédéralisme européen. Les autrice·eurs de  
651 l'époque considèrent que la souveraineté des États-nations est à l'origine de la  
652 Seconde Guerre mondiale et appellent donc à la création d'un État fédéral  
653 européen par un mouvement révolutionnaire. Le *Manifeste* se base sur des  
654 conceptions socialistes et communistes de l'économie. C'est l'une des premières  
655 ébauches importantes d'une intégration européenne.

656 La JS s'appuie sur ce manifeste, car elle est internationaliste et rejette  
657 fondamentalement le concept de l'État-nation. Cependant, nous reconnaissons les  
658 spécificités régionales sur lesquelles une certaine région géographique doit  
659 pouvoir prendre des décisions autonomes. En ce sens, la JS rejette la  
660 prépondérance actuelle des intérêts nationaux des États membres de l'UE s'ils ne  
661 correspondent pas à des intérêts collectifs. Les intérêts des Européen·nes  
662 devraient être bien plus représentés et défendus. Nous voulons une Europe  
663 sociale, démocratique, féministe, écologiste et antiraciste, et nous pensons que  
664 la meilleure façon pour réaliser cette vision est la construction d'une Europe  
665 fédérale.

666 En tant que parti socialiste, la JS s'engage à transformer la société. Nous  
667 défendons donc l'analyse suivante, issue du *Manifeste* : « La révolution  
668 européenne devra être socialiste, c'est-à-dire qu'elle devra permettre  
669 l'émancipation des classes ouvrières et la réalisation, à leur profit, de  
670 conditions de vie plus humanisées. » La conviction du *Manifeste* comme de la JS  
671 est que la condition fondamentale pour une Europe socialiste unie est la

672 création d'un mouvement révolutionnaire européen. Comme l'indique également  
673 l'analyse institutionnelle et politique, le seul potentiel réside dans une  
674 gauche européenne unie. Cela ne signifie pas qu'il n'y a plus besoin d'une  
675 unique organisation qui serait le moteur de la transformation, mais plutôt que  
676 tous les mouvements et partis transformateurs doivent unir leurs forces et  
677 s'accorder sur une voie et une vision commune. La force de ces mouvements doit  
678 lever la paralysie de la gauche des États-nations et offrir une stabilité  
679 indépendante des processus internes aux États-nations. C'est pourquoi la JS  
680 Suisse considère que son rôle est de créer des liens avec toutes les forces  
681 transformatrices européennes, de préparer des revendications communes et de  
682 s'organiser pour créer une Europe socialiste. Concrètement, cela signifie :

- 683 • Diffuser notre analyse de l'UE au sein de la YES et défendre notre vision  
684 ;
  
- 685 • Créer des liens avec les organisations et mouvements syndicaux, féministes  
686 et écologiques hors de la YES ;
  
- 687 • Créer des alliances, élaborer des revendications communes et organiser des  
688 actions, des manifestations et des grèves à l'échelle européennes.

689 Autre enseignement important du *Manifeste* sur la voie d'une Europe socialiste :  
690 « Le pouvoir ne se conquiert et ne se garde pas uniquement pas la ruse, mais par  
691 la capacité à répondre de manière substantielle et vitale aux exigences de la  
692 société moderne. » Cela signifie que nous devons créer des visions.

693 Une Europe socialiste est une Europe construite dans l'intérêt des 99 %, en  
694 harmonie avec la nature. Pour cela, les besoins fondamentaux de toutes les  
695 personnes doivent être garantis. Pour y parvenir, nous avons besoin d'une  
696 planification démocratique de l'économie à l'échelle européenne. Cela doit  
697 passer par une coordination de plans régionaux ; les structures sociales au  
698 niveau local et régional restent donc autonomes. Ces plans devront répondre aux  
699 besoins régionaux de façon démocratique et décider de quels biens et services  
700 sont produits – et en quelles quantités. Il doit malgré tout également être  
701 possible de mener des projets communs à l'échelle du continent. Des institutions  
702 démocratiques doivent être créées dans ce but, au sein desquelles des  
703 représentant·es de toutes les instances locales peuvent participer aux prises de  
704 décisions. Chaque instance locale doit cependant avoir la possibilité de ne pas  
705 participer à un projet donné. Ainsi, notre vision reflète en un sens l'objectif  
706 d'une Europe fédérale fixé par le *Manifeste de Ventotene*.

707 Pour créer une telle Europe, nous devons transformer fondamentalement la  
708 société. En particulier, les transformations suivantes sont nécessaires :

- 709 1. Socialisation des entreprises existantes à partir de 100 employé·es et  
710 placement sous le contrôle démocratique des travailleuse·eurs ;
- 711 2. Expropriation de la propriété foncière et redistribution de cette dernière  
712 sous condition d'une organisation coopérative et sociale ;
- 713 3. Collectivisation et organisation démocratique des secteurs du travail du  
714 care dont les réalités de travail ne sont pas spécifiques aux régions ;
- 715 4. Réduction massive du temps de travail, garantie d'emploi et revenu de base  
716 généreux ;
- 717 5. Renforcement conséquent du service public (formation, santé, etc.) et des  
718 assurances sociales ;
- 719 6. Abolition de toutes les frontières et libre circulation pour tou·tes ;
- 720 7. Mise en place de structures démocratiques au niveau local, responsables de  
721 la planification de l'économie et de l'organisation de la société ;
- 722 8. Création d'institutions démocratiques au niveau européen, permettant la  
723 coordination entre les niveaux locaux et la poursuite de projets communs.

724 De l'Europe néolibérale dans un monde capitaliste que nous connaissons  
725 aujourd'hui, nous devons construire une Europe sociale dans un monde socialiste.  
726 Nous voulons une Europe fédérale, qui respecte les décisions prises de manière  
727 démocratique au niveau local tout en permettant la coordination entre ces  
728 niveaux et la poursuite de projets au niveau continental. Pour pouvoir y  
729 arriver, nous devons construire des liens avec toutes les organisations et  
730 mouvements qui luttent pour une transformation de la société. Nous devons

731 élaborer des revendications et des stratégies communes, et nous devons lutter  
732 ensemble pour un même objectif : une vie bonne pour tous·tes. En somme, nous  
733 devons faire nôtre la conclusion du *Manifeste du Parti communiste* : Prolétaires  
734 de tous les pays, unissez-vous !

735 (1) [Initiative « contre l'immigration de masse » \(2014, acceptée\), initiative de](#)  
736 [mise en œuvre \(2016, rejetée\), l'initiative contre les droits humains \(2018,](#)  
737 [rejetée\) et l'initiative de limitation \(2020, rejetée\).](#)

738 (2) [https://juso.ch/de/positionspapiere/stopp-der-ausbeutung-des-globalen-](https://juso.ch/de/positionspapiere/stopp-der-ausbeutung-des-globalen-sudens/)  
739 [sudens/](https://juso.ch/de/positionspapiere/stopp-der-ausbeutung-des-globalen-sudens/)

740  
741 [\(x\) placé au-dessus des institutions nationales](#)

742 (3) [https://www.toutteleurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/union-europeenne-faut-il-](https://www.toutteleurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/union-europeenne-faut-il-abandonner-le-vote-a-l-unanimite/)  
743 [abandonner-le-vote-a-l-unanimite/](https://www.toutteleurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/union-europeenne-faut-il-abandonner-le-vote-a-l-unanimite/)

744 (4) [Le Conseil de l'Europe ne fait pas partie des institutions de l'UE et se](#)  
745 [concentre sur la protection des droits humains. La Suisse en fait partie.](#)

746 (5) <https://transparency.eu/who-has-been-lobbying-the-european-commission/>

747 (6) [Art. 119, traité sur le fonctionnement de l'Union européenne \(https://eur-](#)  
748 [lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A12016E119\)](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A12016E119)

749 (7) <https://www.cairn.info/revue-de-l-ires-2018-3-page-7.htm>

750 (8) [https://asile.ch/2022/04/05/no-frontex-la-poudre-aux-yeux-le-systeme-de-](https://asile.ch/2022/04/05/no-frontex-la-poudre-aux-yeux-le-systeme-de-responsabilite-de-frontex/)  
751 [responsabilite-de-frontex/](https://asile.ch/2022/04/05/no-frontex-la-poudre-aux-yeux-le-systeme-de-responsabilite-de-frontex/)

752 (10) [Par exemple, le Parti socialiste européen \(PSE\), a soutenu l'entrée en](#)  
753 [vigueur du traité de Lisbonne alors qu'il garantit que "la concurrence ne soit](#)  
754 [pas faussée" et limite le budget de l'UE à 1,27 % du PIB européen, restreignant](#)  
755 [de même les possibilités d'amélioration de la vie des citoyen·nes européens.](#)

756 (11) [Les mesures d'accompagnement protègent les conditions de travail en Suisse.](#)  
757 [Elles visent à prévenir le dumping salarial et les conditions de travail](#)  
758 [abusives. La règle est que toutes les personnes travaillant en Suisse devraient](#)  
759 [travailler suivant les conditions suisses. Lorsque des cas de dumping salarial](#)  
760 [ou de violations sont découverts, différentes mesures interviennent pour](#)  
761 [sanctionner la violation.](#)

762 (12) Une clause guillotine est une clause qui peut être employée pour un paquet  
763 d'accords. Elle prévoit que l'ensemble du paquet est invalidé dès lors qu'un  
764 accord est brisé ou déclaré invalide.

765 (13) L'initiative contre l'immigration de masse demandait notamment une  
766 limitation de l'immigration et du nombre d'étrangère·ers travaillant en Suisse.  
767 Ce projet a donné naissance à la "préférence nationale light" qui favorie de  
768 manière xénophobe les travailleuse·eurs suisses.

769 (14) Le derisking signifie que le secteur public assume le risque économique des  
770 investissements privés afin de les rendre plus attractifs, au lieu de réaliser  
771 lui-même des investissements. Le derisking suit donc la logique que la  
772 privatisation des bénéfices et de la socialisation des pertes.

773 (15) [https://ec.europa.eu/clima/eu-action/european-green-deal/delivering-](https://ec.europa.eu/clima/eu-action/european-green-deal/delivering-european-green-deal/social-climate-fund_en)  
774 [european-green-deal/social-climate-fund\\_en](https://ec.europa.eu/clima/eu-action/european-green-deal/delivering-european-green-deal/social-climate-fund_en)

775 (16) Le droit d'émettre des gaz à effet de serre, dans le cadre d'une quantité  
776 d'émission annuelle supportable pour la planète

777 (17) L'initiative législative permet aux populations de s'opposer à des  
778 modifications législatives par le biais de référendums et d'obtenir des  
779 modifications constitutionnelles par le biais de référendums. Cela renforce la  
780 participation démocratique de la population.

# Positionspapier

**Initiator\*innen:** Geschäftsleitung JUSO Schweiz (beschlossen am: 20.08.2022)

**Titel:** Von der Europäischen Union in den Internationalismus

## Antragstext

1 **Dieses Positionspapier entwickelt die Positionen der JUSO Schweiz zu Europa und**  
2 **insbesondere zur Europäische Union (EU) weiter. Es soll eine Analyse von**  
3 **Konfliktfeldern bieten und mittel- und langfristige Lösungsansätze aufzeigen.**  
4 **Das Papier baut auf den JUSO-Positionspapieren «Für ein Europa der Menschen,**  
5 **gegen ein Europa des Finanzmarktes» (2012), «10 Jahre Weltwirtschaftskrise»**  
6 **(2018) und der Resolution «Europa statt Isolation» (2014) auf und nimmt jüngere**  
7 **Entwicklungen auf.**

8 Als internationalistisch ausgerichtete Partei wissen wir, dass die Schweiz keine  
9 Insel ist, sondern sich mitten in Europa befindet und eng mit den umliegenden  
10 EU-Mitgliedstaaten verflochten ist. Es ist deshalb nur logisch, dass die JUSO  
11 Schweiz eine umfassende Positionierung zur EU fasst, die sich nicht an  
12 ausschliessenden Konstrukten wie Nationalstaaten orientiert, sondern am  
13 Grundsatz "Proletarier\*innen aller Länder vereinigt euch". Zurzeit befasst sich  
14 auch die SP Schweiz mit ihrer Positionierung zur EU und diskutiert allfällige  
15 Beitrittsszenarien. Das vorliegende Papier möchte die Frage nach Europa und der  
16 EU jedoch grundsätzlicher stellen, damit sich die JUSO fundiert und visionär  
17 sowohl in der SP als auch auf weiteren Ebenen äussern kann.

18 Die auseinanderfallende Beziehung zwischen der Schweiz und der EU, das Bröckeln  
19 der EU selbst und die global zu lösenden Krisen wie die Klimakrise oder die  
20 Coronakrise, machen die Auseinandersetzung mit dem Thema Europa zu einer  
21 Pflicht.

22 Gerade die Bürgerlichen und Rechtskonservativen in der Schweiz, insbesondere die  
23 SVP, wehren sich vehement gegen diese wichtige Auseinandersetzung: Sie greifen

24 die europäische Integration immer wieder, teils erfolgreich, an. Die letzten  
25 SVP-Initiativen<sup>1</sup> sind Zeugnisse einer protektionistischen und rassistischen  
26 rechtskonservativen Politik zugunsten des Grosskapitals und mit schweren Folgen  
27 für die Bevölkerung. Umso grösser ist die Pflicht einer antinationalistischen  
28 und antikapitalistischen Partei eine alternative Sicht auf Europa zu entwickeln,  
29 um dem zerstörerischen Kurs der Bürgerlichen entschieden entgegenzutreten und  
30 eine nachhaltige Perspektive zu bieten.

31 Weder die Geschichte noch die Gegenwart des vereinten Europas entsprechen den  
32 Idealen der JUSO Schweiz. Nach dem 2. Weltkrieg und Zusammenschlüssen wie der  
33 Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, die auch zum Ziel hatte künftige Konflikte  
34 zwischen europäischen Ländern zu verhindern, haben sich einige Staaten Europas  
35 1993 zur Europäischen Union (EU) zusammengeschlossen. Für einen gemeinsamen  
36 Markt, eine gemeinsame Währung sowie gemeinsame Regeln und Institutionen  
37 verzichtete dabei jeder EU-Mitgliedstaat auf einen Teil der nationalen  
38 Souveränität. Neben den so entstandenen marktwirtschaftlichen Vorteilen eines  
39 grossen Binnenmarktes, wurde Europa durch die EU gegenüber globalen Playern wie  
40 den USA und China gestärkt. Dabei blieb allerdings die innereuropäische  
41 wirtschaftliche Konkurrenz bestehen und jeder Staat musste für sich mit den  
42 neuen Spielregeln umgehen. Insbesondere die Finanz- und Wirtschaftskrise von  
43 2008 und deren Folgen haben klar aufgezeigt, dass das Gefälle zwischen den EU-  
44 Mitgliedstaaten enorm und die Zusammenarbeit minimal ist.

45 Zu keiner Zeit war die EU ein gesamthaftes, harmonisches Projekt. Jedoch haben  
46 sich Krisen wie die Finanz- und Wirtschaftskrise, der Brexit oder auch die  
47 fatale Migrationspolitik negativ auf den Zusammenhalt innerhalb der EU  
48 ausgewirkt. In vielen Ländern Europas kann mittlerweile auch deshalb wieder ein  
49 Erstarren rechtsradikaler, nationalistischer Parteien beobachtet werden. Die  
50 Krisen haben durch ihre Folgen und das Versagen der europäischen Institutionen  
51 zu einer verheerenden Wirtschafts- und sonstiger EU-Politik in vielen  
52 Mitgliedstaaten geführt. Mit ihrem abschottenden Migrationsregime durch die  
53 Grenzagentur Frontex, an den europäischen Aussengrenzen zeigt die EU ausserdem  
54 ihre Unfähigkeit humanitäre Prinzipien einzuhalten und die Union selbst ist  
55 durch Fehlkonstruktionen in weiteren Teilen zu einem reformunfähigen und  
56 durchsetzungsunfähigen Projekt geworden, was die Behebung solcher humanitären  
57 Vergehen oder eine echte Verbesserung der EU-Politik blockiert.  
58 Austrittsentscheidungen wie der Brexit sind Auswirkungen dieser Entwicklungen.  
59 Weitere Staaten wie Ungarn oder Polen nehmen diesen Entscheid zum Anlass  
60 ebenfalls über einen Austritt nachzudenken, während Staaten auf dem Südostbalkan  
61 seit Ewigkeiten auf einen Beitritt warten. Diese Unsicherheit in beide  
62 Richtungen demonstriert die Instabilität der EU.  
63 Die europäische Linke ist in ihrer Haltung zur EU stark gespalten. Auch in der  
64 JUSO und der SP zeigt sich diese Bandbreite an möglichen Positionen zur Zukunft  
65 Europas. Kritik an Neoliberalismus, Militarismus, Wirtschafts imperialismus und

66 Autoritarismus trifft auf die Hoffnung nach Frieden, nach supranationalen  
67 demokratischen Strukturen und nach internationaler Lösungsfindung für die  
68 grössten Fragen unserer Zeit, wie der Klimakrise, dem Kapitalismus oder des  
69 Patriarchats.

70 Es stellen sich also zwei zentrale Fragen: Ist der Schweizer Staat eher in der  
71 Lage, uns einer sozialistischen Gesellschaft näher zu bringen als die EU, und  
72 gibt es noch Hoffnung für das Projekt der europäischen Integration? Können  
73 Reformen die EU aus ihrer Krise retten und Europa in eine sozialistische Zukunft  
74 führen oder muss das Projekt EU als gescheitert erklärt werden, um eine neue  
75 staaten-übergreifende Struktur aufbauen zu können? Einem gewissen Realismus und  
76 politischer Dringlichkeit verpflichtet kann davon ausgegangen werden, dass es  
77 auf dem Weg zu einer gerechten Welt schwieriger ist, das was heute an vereintem  
78 Europa übrig ist, sterben zu lassen und etwas Neues zu schaffen, als es  
79 (kurzfristig) zu reformieren. Die sozialistische Transformation ist dabei  
80 oberstes Ziel der JUSO.

81 **Die JUSO Schweiz schlägt daher zwei parallele Prozesse vor:**

- 82 1. Vorschläge zur Reform des derzeitigen Europas; (Im Papier: der Teil  
83 «Institutioneller und politischer Rahmen der Europäischen Union», «Die EU  
84 - in erster Linie ein freier Markt», «Die EU und die Schweiz: Zwischen  
85 Zwang, Einfluss und Abgrenzung» und «Die Klimakrise und die EU: Ein  
86 Beispiel für die Notwendigkeit koordinierter Massnahmen»).
  
- 87 2. Bei gleichzeitiger Stärkung der Zusammenarbeit der europäischen Linken zur  
88 Vorbereitung des Aufbaus eines neuen föderalen und sozialistischen  
89 Europas. (Im Papier: « Wie sieht die nahe Zukunft unserer Beziehung zur EU  
90 aus?» und « Unsere Vision für ein soziales, demokratisches und  
91 ökologisches Europa»).

92 Dieses Papier konzentriert sich aufgrund des innereuropäischen evidenten  
93 Spannungsfeldes und der Wichtigkeit der zukünftigen Entwicklung der EU vor allem  
94 auf die innereuropäische Politik. Die globalen Auswirkungen der neoliberalen,  
95 patriarchalen und rassistischen Politik und Lösungsansätze dagegen werden im  
96 Positionspapier "Stopp die Ausbeutung des globalen Südens" (2019) behandelt.<sup>2</sup>

## 97 **1. Institutioneller und politischer Rahmen der Europäischen** 98 **Union**

99 Europa ist mehr als die EU. Auf dem gesamten Kontinent leben die Menschen  
100 zusammen, weil sie Interessen teilen, die sich aus ihrer geografischen Nähe  
101 ergeben. Diese Interessen gehen über die nationale Ebene hinaus, wie z.B. eine  
102 gute Infrastruktur, ein sicheres Leben oder eine gesunde Umwelt. Institutionell-  
103 politisch sind beispielsweise die Organisation für wirtschaftliche  
104 Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD), die Nordatlantikpakt-Organisation (NATO),  
105 die Westeuropäische Union (WEU), die Organisation für Sicherheit und  
106 Zusammenarbeit in Europa (OSZE) und der Europarat weitere wichtige  
107 Zusammenschlüsse von (nicht nur) europäischen Staaten, die aber längst nicht  
108 von gleicher Bedeutung sind wie die EU. Daher beschränkt sich die folgende  
109 Analyse im Kapitel vorwiegend auf die EU.

### 110 EU-Institutionen und rechtliche Funktionsweise

111 Der **Europäische Rat** besteht aus den Staats- und Regierungschef\*innen der  
112 Mitgliedstaaten. Sie treffen sich viermal jährlich, um Richtungsentscheidungen  
113 für die EU zu fällen. Die sensibelsten Entscheidungen, wie die zu Sozial-,  
114 Aussen- oder Steuerpolitik, müssen einstimmig getroffen werden, da die EU an  
115 erster Stelle eine internationale Organisation und nicht eine supranationale  
116 ist. Dadurch wird zwar die Gleichheit aller Staaten gewährleistet, aber dieses  
117 Entscheidungsprinzip priorisiert auch die Souveränität der Staaten gegenüber  
118 dem Wohlergehen der europäischen Bevölkerung: Das Veto einiger Staaten  
119 verhinderte beispielsweise eine humane Reaktion auf die Migrationskrise ab 2015  
120 oder blockierte lange Zeit die Harmonisierung der Unternehmenssteuern<sup>3</sup>.

121 Im **Rat der Europäischen Union** (Ministerrat) treffen Minister\*innen der  
122 einzelnen Mitgliedstaaten aufeinander, der Ministerrat ist nicht zu verwechseln  
123 mit dem Europarat<sup>4</sup>. Dieser Rat ist gemeinsam mit der Kommission und dem  
124 Parlament für die Gesetzgebung zuständig. Da die Art und Weise, wie die  
125 vertretenen Minister\*innen ernannt werden, staatspezifisch ist, werden einige  
126 von ihnen nicht von der Bevölkerung ihres Staates gewählt und haben daher eine  
127 fragwürdige demokratische Legitimität.

128 Die **Europäische Kommission** stellt die Regierung der EU dar. Die  
129 Kommissionsmitglieder werden von den Regierungen der EU-Staaten nominiert und  
130 durch das Europaparlament gewählt. In der Praxis werden die Kommissar\*innen  
131 stark von den sehr aktiven Lobbyist\*innen in Brüssel beeinflusst, die vor allem  
132 die Interessen von multinationalen Unternehmen und Wirtschaftsverbänden  
133 vertreten<sup>5</sup>. Ausserdem hat nur die Kommission das Recht, Gesetzesvorschläge zu  
134 machen.

135 Das **Europaparlament** wird von den EU-Bürger\*innen gewählt und besteht aus 751  
136 Abgeordneten. Diese werden national gewählt, weswegen die europäische

137 Dimension in den Wahlkampagnen häufig völlig fehlt. Die Europaabgeordneten  
138 werden so vor allem auf der Grundlage nationaler oder sogar regionaler Themen  
139 gewählt und nicht auf der Grundlage supranationaler Themen. Darüber hinaus ist  
140 die Wahlbeteiligung niedrig (50,66% im Jahr 2019) und Menschen ohne EU-  
141 Staatsbürger\*innenschaft sind nicht wahlberechtigt, obwohl sie von der EU-  
142 Politik, insbesondere im Migrations- und Asylbereich, direkt betroffen sind. Das  
143 Parlament ist im Gesetzgebungsprozess nach dem Prinzip der Mitentscheidung (oder  
144 dem ordentliches Gesetzgebungsverfahren) beteiligt: Kein Gesetzestext kann ohne  
145 die Zustimmung des Ministerrates verabschiedet werden. Das Parlament hat  
146 darüber hinaus selbst kein Vorschlagsrecht für neue Gesetze. Die  
147 Kompetenzbereiche des Parlaments sind auch sonst begrenzt: Die  
148 Parlamentarier\*innen haben kein Mitspracherecht bei der Steuer- oder  
149 Währungspolitik und haben beispielsweise nur eine begrenzte Macht bei der  
150 Aushandlung internationaler Handelsabkommen. Das Europäische Parlament hat  
151 heute eindeutig zu wenig Macht im Vergleich zu den anderen EU-Institutionen.

152 Neben den vier politischen Institutionen gibt es weitere wichtige Organe der EU.  
153 Der Europäische Gerichtshof als oberstes Gericht in der EU und der Europäische  
154 Rechnungshof als Kontrollorgan für die Einnahmen und Ausgaben der EU. Wichtig  
155 für die Ausgestaltung der EU ist auch die **Europäische Zentralbank** (EZB). Ihre  
156 Hauptaufgabe ist die Sicherung der Preisstabilität. Der Arbeitsmarkt oder  
157 soziale Kriterien spielen bei ihrer Arbeit keine Rolle. Die JUSO fordert daher  
158 eine demokratische Kontrolle der Europäischen Zentralbank und eine  
159 bedingungslose Indienststellung der EZB zugunsten der europäischen  
160 Bevölkerung.

161 Die **Europäischen Verträge** (Vertrag über die Europäische Union (EUV) und der  
162 Vertrag über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV)) sind zwischen den  
163 EU-Mitgliedstaaten geschlossene Abkommen und bilden die Rechtsgrundlage für die  
164 Funktionsweise der EU. Das weitere EU-Recht (Sekundärrecht) basiert auf den  
165 Europäischen Verträgen. In den Verträgen festgehalten ist unter anderem der  
166 neoliberale Grundsatz, dass die EU eine «offene Marktwirtschaft mit freiem  
167 Wettbewerb»<sup>6</sup> zu betreiben hat. Die JUSO lehnt diese in den Verträgen  
168 festgeschriebenen neoliberalen Grundsätze ab. Die Sozialpolitik spielt in den  
169 europäischen Verträgen (Einheitliche Akte) kaum eine Rolle: Der Einbezug der  
170 sozialen Akteur\*innen in die Verhandlungen und die Gewährung geringer  
171 Zugeständnisse, vor allem im Bereich des Arbeitsrechts, ist in erster Linie ein  
172 Mittel, um die Entwicklung der wirtschaftlichen Integration zu gewährleisten.<sup>7</sup>  
173 Es ist kaum möglich diese Verträge zu ändern, da alle Mitgliedstaaten einer  
174 Änderung zustimmen müssen.

175 Neben den formellen EU-Institutionen existieren informelle Gruppierungen, die  
176 einen erheblichen Einfluss auf die europäische Politik haben, sich aber der

177 öffentlichen Wahrnehmung und demokratischen Kontrolle entziehen. Die nicht  
178 demokratisch legitimierte Trojka beispielsweise, mit Vertreter\*innen von EZB,  
179 IWF und EU-Kommission, wurde aufgrund der Proteste aus Griechenland, angeführt  
180 von der Syriza-Regierung gegen EU-Sparmassnahmen, ins Leben gerufen.  
181 Infolgedessen wurde Griechenland der Geldhahn 2010 zugekehrt, um die linke  
182 Regierung in die Knie zu zwingen.

183 Weitere Einrichtungen der EU sind die **Europäischen Agenturen**. Sie basieren  
184 nicht auf den Gründungsverträgen der EU, sondern entstehen zur Umsetzung von  
185 EU-Recht und werden von den EU-Institutionen geschaffen. Eine bekannte Agentur  
186 ist Frontex, die Europäische Grenz- und Küstenwache, welche mitverantwortlich  
187 für die antihumanitäre Migrations- und Flüchtlingspolitik der EU und der  
188 Nationalstaaten ist.

189 Den Agenturen wird das praktische Handlungsfeld eigenständig überlassen, damit  
190 sich andere Institutionen auf die „grossen“ wirtschaftlichen und politischen  
191 Strategien konzentrieren können. Die Kontrolle über ihre Aktivitäten sollte  
192 eigentlich beim Europäischen Rat liegen, doch in der Praxis folgen daraus weder  
193 eine verbindliche Rechenschaftspflicht noch eine wirksame Kontrolle ihrer  
194 Arbeit. Im Fall von Frontex werden diese Kontrollen sogar dazu benutzt, die  
195 schweren Menschenrechtsverletzungen, derer sich die Agentur schuldig gemacht  
196 hat, zu verschleiern<sup>8</sup>. Das ist eine bewusste politische Entscheidung.

### 197 Das Demokratiedefizit der EU

198 In den europäischen Institutionen besteht ein massives Demokratiedefizit. Die  
199 Europäische Union ist weit davon entfernt, eine parlamentarische Demokratie zu  
200 sein, und das war auch nie ihr Ziel: Mächtige neoliberale Regierungen,  
201 Grosskonzerne und Lobbyismus der Privatwirtschaft arbeiten für die  
202 wirtschaftliche Deregulierung und nicht für die Interessen der europäischen  
203 Bevölkerung. Einzig das Europaparlament wird direkt von den Bürger\*innen der  
204 Mitgliedsstaaten gewählt, innerhalb der oben genannten Grenzen. Die Mitglieder  
205 der anderen EU-Institutionen sind unterschiedlich demokratisch legitimiert oder  
206 gar nicht, wenn sie Länder vertreten, in denen die Demokratie in Frage gestellt  
207 wird, wie z.B. Ungarn oder Polen. Schliesslich setzt die Geltung des EU-Rechts  
208 in beinahe allen Bereichen der Politik in den Ländern einen engen  
209 Handlungsrahmen: Die Mehrheit des in den Mitgliedstaaten geltenden Rechts wird  
210 hauptsächlich von den im Rat zusammengeschlossenen Minister\*innen beschlossen,  
211 wodurch die nationalen Parlamente aufgrund des Vorrangs des EU-Rechts vor dem  
212 nationalen Recht, umgangen werden. Die Bevölkerung der Mitgliedstaaten kann so  
213 mit Gesetzen unterworfen werden, die sie nicht beeinflussen kann und deren  
214 Urheber\*innen sie nicht gewählt hat.

215 In dieser undemokratischen Zusammensetzung kommt es vor, dass nationale  
216 Regierungen der EU die Schuld für unpopuläre neoliberale Massnahmen geben,

217 obwohl sie selbst in den europäischen Gremien dafür gestimmt haben. Auf der  
218 anderen Seite muss aber auch anerkannt werden, dass gewisse wichtige  
219 Fortschritte durch das EU-Recht in die Politik der Mitgliedstaaten eingeflossen  
220 sind.

221 **Die JUSO Schweiz stellt daher folgende Forderungen zur Demokratisierung der EU**  
222 **auf:**

- 223 • Im Europäischen Rat sollte deshalb das Prinzip der einstimmigen  
224 Beschlussfassung zugunsten von qualifizierten Mehrheitsabstimmungen  
225 vollständig abgeschafft werden.
- 226 • Das Europäische Parlament sollte ein Vorschlagsrecht haben.
- 227 • Die europäische Bevölkerung sollte über direktdemokratische Instrumente,  
228 wie eine verbindliche Bürger\*inneninitiative, verfügen, die die  
229 Europäische Kommission in einen Gesetzesvorschlag umwandeln muss. Es muss  
230 auch für die europäische Bevölkerung möglich sein, Änderungen der  
231 europäischen Verträge zu fordern.
- 232 • Informelle und undemokratische Gruppierungen müssen aufgelöst werden.
- 233 • Die Aufgaben der EU-Agenturen müssen von demokratisch kontrollierbaren  
234 Institutionen ausgeführt werden und es müssen wirksame Kontrollmechanismen  
235 eingeführt werden.

### 236 **Die Linke in Europa**

237 Ebenfalls wichtig ist es, die Rolle der **Linken in Europa** zu betrachten. Denn sie  
238 hat sich über die Zeit verändert und unterscheidet sich je nach Bewegung oder  
239 Partei massiv. In Zeiten von Schröder und Blair, ab den 90er Jahren, wurde der  
240 Neoliberalismus in Form des Sozialliberalismus von der Sozialdemokratie aktiv  
241 vorangetrieben. Andere linke Parteien, wie die sozialistische Partei in Portugal  
242 oder Syriza in Griechenland stellten sich nach der Finanzkrise aktiv gegen die  
243 EU und versuchten über nationalstaatliche Wirtschaftspolitik die Folgen des  
244 kapitalistischen Europa abzufedern. Heute ist von diesen Protestbewegungen wenig  
245 Kraft übriggeblieben.

246 Die parlamentarische Linke in der EU präsentiert sich heute so:  
247 Die Kandidat\*innen für das Europäische Parlament werden von den nationalen  
248 Parteien aufgestellt und organisieren sich anschliessend in Fraktionen, wobei

249 drei davon mehr oder weniger linksgerichtet sind: Die sozialdemokratische S&D,  
250 die grüne und regionalistische G/EFA und die antikapitalistisch-linke GUE/NGL.  
251 Zusammen haben diese Fraktionen 255 von 705 Sitzen. Dies ist jedoch nicht die  
252 effektive Anzahl linker Mitglieder des Europäischen Parlaments, da einzelne  
253 Parteien innerhalb dieser Fraktionen eine keineswegs linksgerichtete Politik  
254 verfolgen. Ebenfalls gibt es vereinzelt Linke, die fraktionslos sind und  
255 deswegen hier nicht dazugezählt wurden. Natürlich kann keine sozialistische  
256 Revolution durch die europäischen Institutionen erfolgen, wenn es aber um  
257 substanzielle soziale und ökologische Veränderungen geht, scheint das  
258 Europäische Parlament am besten dafür geeignet zu sein. Positive Dynamiken sind  
259 jedoch derzeit, angesichts der Schwäche der progressiven Linken, auf  
260 europäischer Ebene ins Stocken geraten.

261 Die Positionen der europäischen Linksparteien zur EU sind uneinheitlich und es  
262 mangelt ihnen oft an Ambitionen und konsequenter Kritik<sup>10</sup>. Die  
263 sozialdemokratischen Parteien in Europa unterstützen mit großer Mehrheit die EU  
264 und ihre Institutionen und tun sich schwer damit, Reformen umzusetzen, die den  
265 Einfluss der Finanz- und Handelslobby zugunsten eines sozialeren und  
266 solidarischeren Europas einschränken würden. In England, Deutschland und  
267 Portugal wird heute in den sozialistischen Parteien das Ideal der  
268 wirtschaftlichen Offenheit Europas als wichtiger angesehen als die negativen  
269 Auswirkungen der Deregulierung auf die Rechte der Arbeiter\*innen. In Frankreich  
270 hingegen unterstützt die neue ökologische und soziale Allianz (Nupes) den  
271 Ungehorsam gegenüber den europäischen Verträgen, um «die Souveränität und die  
272 Interessen des französischen Volkes» zu verteidigen, insbesondere um mehr  
273 Investitionen in öffentliche Dienstleistungen und die ökologische Transformation  
274 zu ermöglichen und «die europäische Politik neu auf das sozial und ökologisch  
275 Beste auszurichten». Dieses letzte Beispiel zeigt jedoch, dass eine Einheit der  
276 europäischen Linken sogar um die europäische Frage herum möglich ist. Denn jede  
277 linke Partei oder Organisation, die etwas auf sich hält, räumt inzwischen ein,  
278 dass es eine Notwendigkeit gibt, sich gewissen europäischen Regeln zu  
279 widersetzen, ohne jedoch einen Austritt zu fordern.

280 Der Europäische Gewerkschaftsbund ist ebenfalls ein wichtiger Akteur bei der  
281 Verteidigung der europäischen Arbeiter\*innen, obwohl er sich auf die  
282 Institutionen konzentriert und eher für Sozialpartnerschaften als für den  
283 gewerkschaftlichen Kampf einsteht. Die JUSO anerkennt hingegen, dass die  
284 radikalsten und notwendigsten politischen Veränderungen von der Strasse und  
285 nicht von den Parlamenten ausgehen.

286 Wir brauchen eine vereinte Linke, die Parteien, soziale Bewegungen und  
287 Gewerkschaften in Europa hinter einer gemeinsamen Vision versammelt. Das ist  
288 keine Träumerei, denn Bewegungen und Parteien wie Momentum in Grossbritannien,

289 Syriza in Griechenland, 15M und Unidas Podemos in Spanien, La France Insoumise  
290 in Frankreich etc. hatten und haben grosses Potential Menschen in den Ländern  
291 Europas unter den Idealen des Sozialismus zu vereinigen. Die europäische Linke  
292 muss die Rechte der Arbeiter\*innen und die Verteidigung der Grundrechte in den  
293 Vordergrund stellen. Sie muss auch eine internationalistische Linie verfolgen,  
294 denn nur die Souveränität der Völker ist legitim. Eine vereinigte Linke wird  
295 auch in der Lage sein, den bedrohlichen Aufstieg der Ultrarechten in vielen  
296 Ländern Europas wie Frankreich, Italien oder Ungarn wirksam zu bekämpfen.

## 297 **2. Die EU - in erster Linie ein freier Markt**

298 Wie oben bereits festgehalten ist die EU in ihrem Grundsatz primär ein  
299 kapitalistischer Wirtschaftsraum, in welchem die wirtschaftliche Integration der  
300 Nationalstaaten im Vordergrund steht. Hauptziel: Ein wettbewerbsorientierter  
301 Umbau Europas. Konkrete Schritte nach der Gründung der EU waren der Abbau von  
302 Handelsschranken, die Einschränkung von demokratischen Prozessen bezüglich  
303 Wirtschaftspolitik in den Nationalstaaten und Privatisierungen. Sozialpolitik  
304 war und ist in der EU ein politisches Handlungsfeld von höchstens zweiter  
305 Klasse.

306 Der europäische Binnenmarkt ist der Hauptzweck der EU und umfasst vier  
307 "Freiheiten": Den freien Warenverkehr, die Dienstleistungsfreiheit, der freie  
308 Kapital- und Zahlungsverkehr und die Personenfreizügigkeit. Hauptproblem dieser  
309 Freiheiten ist der einseitige Gewinn für das Grosskapital. Die  
310 Personenfreizügigkeit ist zwar ein Abbau nationalstaatlicher Grenzen und ein  
311 echter Fortschritt bei den Rechten von Bürger\*innen der Mitgliedstaaten von  
312 Schengen und der EU, doch nationalstaatliche Beschränkungen, beispielsweise im  
313 Bereich der Sozialleistungen, relativieren die Personenfreizügigkeit stark.  
314 Durch diesen Druck leidet der Schutz der Arbeiter\*innen zugunsten des  
315 Grosskapitals aus aller Welt.

### 316 **Schutz der Arbeiter\*innenrechte**

317 Gesamteuropäisch sind die Unterschiede zwischen Mitgliedstaaten in Sachen  
318 Arbeiter\*innenrechte enorm. So sind beispielsweise die Löhne in Dänemark zehnmal  
319 so hoch wie in Bulgarien. Mitgliedstaaten mit einer verhältnismässig geringen  
320 Produktivität erfuhren nach der Einführung des Euro grossen Druck auf die Lohn-  
321 und Fiskalpolitik, um die Wettbewerbsfähigkeit zu halten.

322 Die unterschiedlichen Lebenshaltungs- und Arbeitskosten ermöglichen es den  
323 großen europäischen Unternehmen, ihre Gewinne zu maximieren: Sie produzieren  
324 billiger in bestimmten Ländern, insbesondere in Osteuropa, indem sie von den

325 niedrigeren Löhnen profitieren, und behalten ihren Hauptsitz in Westeuropa,  
326 wodurch sie einen großen Teil der Produktionskette kontrollieren. Dieser Prozess  
327 wird als vertikale Integration der Wirtschaft bezeichnet. Das Ergebnis ist  
328 Lohndumping oder Lohnunterbietungswettbewerb, der die Löhne aller Arbeiter\*innen  
329 nach unten drückt, wenn er nicht bekämpft wird. 1996 führte die EU die  
330 Richtlinie über entsandte Arbeiter\*innen ein, um bessere Arbeitsbedingungen für  
331 Personen zu schaffen, die vorübergehend in einem anderen Land arbeiten.<sup>11</sup> Aber  
332 das ist nicht genug: Der Schutz der Arbeiter\*innen in Europa wird durch den  
333 sinkenden gewerkschaftlichen Organisationsgrad in der Schweiz und in den meisten  
334 europäischen Ländern, die geringe Abdeckung durch Gesamtarbeitsverträge in der  
335 Schweiz (gerade einmal 50 % der Arbeiter\*innen) und die kapitalfreundliche  
336 Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs, die gewerkschaftliche Aktionen zur  
337 Durchsetzung sozialer Rechte fast systematisch hintertreibt, geschwächt.

### 338 Geldpolitik: Die Stabilität des Euro ist wichtiger als das Wohlergehen der 339 Einwohner\*innen Europas

340 Durch die Einführung des Euro als einheitliche Währung beseitigte man die  
341 Unsicherheiten durch die Schwankungen der nationalen Währungen. Die Kehrseite  
342 dieser Vorteile sind die Einschränkungen der nationalen Wirtschaftspolitiken.  
343 Sie sind gezwungen, die Stabilitätskriterien der gemeinsamen Währung  
344 einzuhalten. Somit verloren die Mitgliedstaaten das Recht zur Verschuldung.  
345 Diese Unfreiheit führte insbesondere in der Finanz- und Wirtschaftskrise aber  
346 auch in der Coronakrise zu verheerenden Zuständen. Die Mitgliedstaaten waren zur  
347 Austeritätspolitik gezwungen und mussten somit ohne Rücksicht auf die nationalen  
348 Mehrheitsverhältnissen und Bedürfnissen aus der Bevölkerung eine neoliberale  
349 Wirtschaftspolitik umsetzen, auf dem Rücken der Arbeiter\*innen und der Ärmsten  
350 der Armen. Die grossen Verliererstaaten wie Griechenland, Italien, Portugal,  
351 Spanien und Irland mussten sich Sozialkürzungen, Privatisierungen und Abbau von  
352 Arbeiter\*innenrechten beugen. Ein Befreiungsschlag gelang der portugiesischen  
353 Bevölkerung. Die riesigen Proteste gegen die Krise führten zu deutlichen  
354 Zugewinnen der beiden radikalen linken Parteien Bloco de Esquerda und den  
355 Kommunist\*innen, die dann ab 2015 bis zu den Wahlen im Januar 2022 eine von der  
356 sozialistischen Partei gestellte Anti-Austeritäts-Regierung navigierten. Gerade  
357 das Beispiel Portugal zeigt, dass die europäische Linke sich entschlossen gegen  
358 den Ausbau neoliberaler Massnahmen in den Nationalstaaten wehren muss und  
359 vereint Gegendruck aufbauen kann. Soziale Proteste eines Mitgliedstaates für die  
360 arbeitende Bevölkerung können reale Verbesserungen bringen und die EU unter  
361 Druck setzen.

362 Die JUSO kämpft entschlossen für die 99% und damit für die Rechte aller  
363 Arbeiter\*innen. Neben der Verteidigung unserer Rechte in der Schweiz ist  
364 insbesondere der internationale Kampf gegen Neoliberalismus und Ausbeutung von

365 zentraler Bedeutung. Löhne, Arbeitsbedingungen, Sozialwerke und Familienpolitik  
366 müssen in den Vordergrund des Kampfes um ein vereintes Europa rücken. Die JUSO  
367 Schweiz fordert daher eine koordinierte Lohn- und Tarifpolitik und eine sozial-  
368 ökologische Industrie- und Dienstleistungspolitik.

369 Ausserdem ist innerhalb der Schweiz, Europas und auf der ganzen Welt eine  
370 effektive Steuerpolitik zugunsten der Rückverteilung des Kapitals an die  
371 arbeitende Bevölkerung und für die Eindämmung der Macht des Grosskapitals  
372 essentiell.

373 **Deswegen stellt die JUSO Schweiz kurzfristig folgende Forderungen für eine**  
374 **europäische Wirtschaftspolitik zugunsten der 99%:**

- 375 • Die nationalstaatlichen Wirtschaften müssen von dem Joch der gemeinsamen  
376 Währung und damit dem Druck auf die sozialen Errungenschaften befreit  
377 werden.
- 378 • Im Rahmen der aktuellen Verhandlungen mit der EU, muss sich die Schweizer  
379 Linke, insbesondere für die Einführung der EU-Unionsbürgerrichtlinie,  
380 Mindestlöhne und Lohngleichheitsmassnahmen einsetzen.
- 381 • Vereinheitlichung einer gerechten Sozialpolitik in ganz Europa zur  
382 Überwindung neoliberaler Zwänge des heutigen europäischen  
383 Wirtschaftssystems.
- 384 • Einführung einer globalen Mindeststeuer für Grosskonzerne.
- 385 • Stärkere Unterstützung für gewerkschaftliche Massnahmen und automatische  
386 Ausweitung von Gesamtarbeitsverträgen.

### 387 **3. Die EU und die Schweiz: Zwischen Zwang, Einfluss und** 388 **Abgrenzung**

389 In der Vergangenheit hat sich die Schweizer Linke stark mit der Frage des  
390 Arbeiter\*innenschutzes in Konflikt mit der europäischen Integration beschäftigt.  
391 Im Rahmen der Personenfreizügigkeit wurden 2004 flankierende Massnahmen  
392 zugunsten der Arbeiter\*innen in der Schweiz eingeführt. Sie sollen Lohndumping  
393 und missbräuchliche Arbeitsbedingungen verhindern. Obwohl sie eine Übernahme  
394 europäischen Rechts waren, wurden sie weiterentwickelt und werden heute von der  
395 EU als «diskriminierend» bezeichnet, insbesondere weil europäische Unternehmen

396 acht Tage Zeit haben, um die Arbeiter\*innen, die sie in die Schweiz «entsenden»,  
397 zu melden, im Gegensatz zu vier Tagen in der EU. Die flankierenden Maßnahmen  
398 haben auch dazu geführt, dass die Rechte der Arbeiter\*innen in vielen Branchen  
399 erheblich ausgeweitet wurden, indem die verbindliche Rolle bestimmter  
400 Gesamtarbeitsverträge erleichtert wurde. Sie stehen heute in der Schweiz für  
401 soziale Errungenschaften, die ohne sie nicht geschützt wären.

402 Die Schweiz ist durch bilaterale Verträge mit der EU verbunden. Neben dem  
403 Freihandelsabkommen sind das die Bilateralen Abkommen. Nach der Ablehnung des  
404 Beitritts zum Europäischen Wirtschaftsraum (EWR) im Jahr 1992, wurden die  
405 Bilateralen I, als Beginn des bilateralen Wegs, zusammen mit flankierenden  
406 Massnahmen im Jahr 2000 von der Schweizer Bevölkerung angenommen. Die einzelnen  
407 Verträge der Bilateralen I sind durch eine Guillotine-Klausel<sup>12</sup> miteinander  
408 verbunden. 2005/2006 folgte die Osterweiterung der EU und die Einführung der  
409 Bilateralen II. Inhalt waren unter anderem die Einführung von Schengen/Dublin  
410 oder im Zuge der Verhandlungen auch die Kohäsionsmilliarde. 2009 sagte die  
411 Schweiz Ja zur EU-Erweiterung Rumänien/Bulgarien und zum Ausbau der  
412 flankierenden Massnahmen. 2014 gewann die SVP die Abstimmung über ihre  
413 Masseneinwanderungsinitiative, welche unter anderem die Personenfreizügigkeit in  
414 Frage stellt<sup>13</sup>. 2016 teilte der Bundesrat dem Rat der EU mit, dass das  
415 Beitrittsgesuch der Schweiz zur EU als zurückgezogen zu betrachten sei. Im Jahr  
416 2020 scheiterte die SVP an der Urne mit der Begrenzungsinitiative, welche in der  
417 Konsequenz die Kündigung der Personenfreizügigkeit zur Folge gehabt hätte.  
418 Immer wieder thematisiert wird auch der Zwang der dynamischen Rechtsübernahme  
419 der EU-Rechtsprechung in der Schweiz. Viele Europäische Regelungen werden  
420 automatisch ins Schweizer Recht überführt und damit bildet die Schweiz einen  
421 integralen Teil Europas. Die Schweiz hat oft keine Möglichkeit, dieses Recht zu  
422 beeinflussen, was bei der neoliberalen und migrationsfeindlichen Ausrichtung der  
423 EU ein grosses Problem darstellt. Ein allfällig erfolgreiches Referendum würde  
424 zu einer beinahe aussichtslosen Neuverhandlung oder der Auflösung eines Vertrags  
425 führen. Jüngstes Beispiel dafür ist die Frontex-Abstimmung und die Diskussion um  
426 ein allfälliges Ausscheiden aus dem Schengen/Dublin Abkommen.

427 Hintergrund der aktuell diskutierten Beziehung Schweiz-EU ist, dass das Netz von  
428 Verträgen, das aus rund 20 zentralen bilateralen Abkommen sowie über 100  
429 weiteren Abkommen besteht, aufgrund seiner Trägheit nicht mehr toleriert wird  
430 und sich auch die Schweiz zur Vereinheitlichung unter dem Dach eines  
431 Rahmenabkommens bekannt hat. Die EU fordert neben der Vereinheitlichung einen  
432 Mechanismus zur Beilegung allfälliger Streitigkeiten zwischen der Schweiz und  
433 der EU.

434 2021 wurde das institutionelle Rahmenabkommen (InstA) präsentiert, welches von  
435 den Gewerkschaften, aber auch den Rechten, unter anderem aufgrund genannter  
436 Abneigungen, stark bekämpft wurde. Das InstA hätte die flankierenden Massnahmen  
437 massiv geschwächt und war deshalb nicht ausreichend. Als der Bundesrat die

438 Unnachgiebigkeit der Gewerkschaften in dieser Frage sah, zog er es vor, durch  
439 eine Allianz von FDP und SVP alle Verhandlungen aufzugeben. Anstatt dessen  
440 hätten sie auf andere Punkte eingehen können, die für die EU wichtig sind, aber  
441 mit den politisch konservativen Idealen der bürgerlichen Rechten in der Schweiz  
442 unvereinbar sind, beispielsweise die Unionsbürgerrichtlinie. Die EU ist seit dem  
443 Scheitern des InstA nicht mehr bereit, die bisherigen Beziehungen zur Schweiz zu  
444 erneuern oder neue Abkommen abzuschliessen. Durch die Nichterneuerung  
445 bestehender Marktzugangsabkommen entstehen grosse Einschränkungen bei der  
446 Produktzulassung.

447 Zudem kann sich die Schweiz nicht mehr assoziieren in den Bereichen Bildung,  
448 Forschung und Innovation, was zu massiven Nachteilen für gewisse  
449 Personengruppen und Branchen führt. Gerade für Studierende ist diese Situation  
450 miserabel. Es wird riskiert, dass Schweizer Studierende den Anschluss an die  
451 aktuelle Forschung und den Zugang zu europäischen Austauschprogrammen  
452 verlieren. Dieser Zustand kann und darf nicht zu einem permanenten werden.

#### 453 **Sind wir in eine Sackgasse gelandet ?**

454 Die Linke in der Schweiz steht vor einer grossen Herausforderung. Einerseits ist  
455 die Kritik an der EU berechtigt und notwendig. Dabei ist die Abgrenzung zur  
456 Kritik der Rechtskonservativen wichtig: Es ist unerlässlich, unsere Kritik an  
457 der EU in eine kohärente internationalistische Achse einzubetten und niemals in  
458 Kulturkritik zu verfallen.

459 Weiter zeigt sich, dass drängender Handlungsbedarf besteht, denn die kaputte  
460 Beziehung zur EU schlägt sich auf die Wirtschaft und die Gesellschaft nieder.  
461 Vorteile der Schweiz gegenüber der EU sind in erster Linie die  
462 direktdemokratischen Instrumente. Zudem gilt in der Schweiz nach wie vor ein  
463 gewisser Schutz von öffentlichen Dienstleistungen und wir profitieren von den  
464 flankierenden Massnahmen zur Personenfreizügigkeit. In der EU sind staatliche  
465 Beihilfen eingeschränkt. In der Schweiz sind vergleichsweise viele Institutionen  
466 noch in der öffentlichen Hand (Strom, ÖV, Gesundheit, Bildung). Es muss aber  
467 anerkannt werden, dass auch bei uns die neoliberalen Tendenzen des Abbaus des  
468 Service Publics und der Grundversorgung vorherrschen.

469 Die JUSO anerkennt, dass der Handlungsspielraum gegenüber der EU als  
470 eingebundenes aber nicht angehöriges Land relativ gering ist. So können  
471 Verträge und Rechtsübernahmen aufgrund von Referenden herausgezögert und  
472 feinkalibriert werden, entziehen aber kann sich die Schweiz diesen Regelungen  
473 nicht. Ein Rückzug aus diesem Geflecht aus Abhängigkeiten, Abkommen und  
474 geografischer Nachbarschaft ist unmöglich.

475 **Die JUSO setzt sich deshalb für eine Stärkung des europäischen**  
476 **Internationalismus in der Linken ein, die über Arbeiter\*innenkämpfe, Streiks,**  
477 **innerlinke Strategien und Zusammenarbeiten Einfluss auf die EU-Politik nimmt.**

#### 478 **4. Die Klimakrise und die EU: Ein Beispiel für die** 479 **Notwendigkeit koordinierter Massnahmen**

480 Als grösste Herausforderung der heutigen Zeit muss die Klimapolitik auch in den  
481 Kontext der Europafrage gestellt werden. Die JUSO stellt sich klar hinter netto  
482 Null CO2 bis 2030 und bewertet jede klimapolitische Handlung im Kontext dieses  
483 Ziels. Zudem fordert die JUSO klar "System Change Not Climate Change": Die  
484 Bekämpfung der Klimakrise muss immer antikapitalistisch und für die 99% sein,  
485 denn es ist der Kapitalismus, der uns diese weltenzerstörerische Misere gebracht  
486 hat. Die EU, als supranationale Organisation, hat eine besondere Verantwortung  
487 bei der Bekämpfung der Klimakrise. Nicht nur, weil sie über die nötigen  
488 finanziellen und technischen Mittel verfügt, sondern weil es unbestritten ist,  
489 dass die Zeiten, in welchen Klimapolitik ausschliesslich auf nationalstaatlicher  
490 Ebene wirksam war, vorbei sind. Europa, als Wohlstandszentrum der Welt, steht  
491 zudem massiv stärker in der Verantwortung Lösungsansätze für die Klimakrise zu  
492 finden, als der ausgebeutete globale Süden. Die europäische Lebens- und  
493 Produktionsweisen, die auf der Ausbeutung des globalen Südens basieren, zeigen,  
494 dass Europa bei der Bekämpfung der Klimakrise besonders in der Pflicht steht.

495 Grundsätzlich kann anerkannt werden, dass die EU in einem globalpolitischen  
496 Kontext bisher eine Vorreiterrolle in der Bekämpfung der Klimakrise einnimmt.  
497 Dabei geht sie bei Weitem nicht weit genug und ist durch ihre neoliberale DNA  
498 nicht fähig, im Sinne der Klimagerechtigkeit die Klimakrise zu stoppen.

499 Massnahmen, die im Rahmen des europäischen Green Deal präsentiert wurden, wie  
500 etwa der Emissionsrechtehandel, die Strategie des "Derisking"<sup>14</sup> oder die  
501 kürzlich überarbeitete Taxonomie "umweltfreundlicher" Wirtschaftstätigkeiten,  
502 bewegen sich weiterhin im engen Rahmen des profitorientierten Wirtschaftens,  
503 welches Individuen und deren Lebensräume ausbeutet. Fragen der sozialen  
504 Gerechtigkeit werden nur marginal behandelt.<sup>15</sup>

505 Dennoch, die Klimapolitik der EU ist heute fortschrittlicher als diejenige der  
506 Schweiz und vieler weiterer Staaten. Der europäische Green Deal als Teil der  
507 Europäischen Klimapolitik soll den Weg zu netto Null 2050 zeichnen. Im Zuge  
508 dessen präsentierte die europäische Kommission das Paket «Fit for 55», welches  
509 Massnahmen zur Verringerung der Treibhausgasemissionen um 55% bis ins Jahr 2030  
510 im Vergleich zu 1990 beinhaltet.

511 Das Hauptinstrument der europäischen Klimapolitik ist der Emissionsrechtehandel.  
512 Dabei werden Emissionsrechte<sup>16</sup> in beschränkter Anzahl ausgegeben und  
513 anschliessend auf dem Markt gehandelt. Ein System an dem auch die Schweiz

514 teilnimmt und damit vorgibt, Klimaschutzmassnahmen zu ergreifen. Dieses System  
515 trägt minimal zur Reduktion von Treibhausgasen bei und deckt weniger als die  
516 Hälfte der klimaschädlichen Gase ab. Hingegen basiert es auf einer rein  
517 marktwirtschaftlichen Strategie, was den Profit einzelner klar über das Wohl  
518 aller stellt. Damit werden weder Fragen der Dringlichkeit, noch der sozialen  
519 Gerechtigkeit gelöst.

520 Eine miserable Entwicklung in der europäischen Klimapolitik, ist der kürzlich  
521 gefällte Entscheid des Europaparlaments bezüglich Taxonomie-Verordnung. Die  
522 Taxonomie hält fest, welche Wirtschaftstätigkeiten als ökologisch-nachhaltig  
523 einzustufen sind, um die Nachhaltigkeit einer Investition ermitteln zu können.  
524 Im Juli 2022 wurde jedoch nachträglich Gas- und Atomenergie in die Liste der  
525 nachhaltigen Investitionsmöglichkeiten aufgenommen, was einen verheerenden  
526 Rückschritt darstellt.

527 Ein wichtiger Kritikpunkt an der EU-Klimapolitik ist, dass sie die Zukunft der  
528 Energieversorgung nach wie vor in privater Hand von multinationalen Unternehmen  
529 sieht. Es braucht eine demokratische Kontrolle über die nachhaltige  
530 Energieversorgung, welche das Klima über die Profite des Grosskapitals stellt.

531 Ein weiterer wichtiger Faktor stellt der Transport dar, der für einen grossen  
532 Anteil der Treibhausgasemissionen verantwortlich ist. Freihandelsabkommen sind  
533 der treibende Faktor und müssen daher in ihrer jetzigen Form bekämpft werden  
534 (Bsp.: TTIP/TiSA).

535 Ein weiterer Treiber der Klimakrise, der Agrarsektor, wird von wenigen  
536 Grosskonzernen kontrolliert. Das Machtungleichgewichte zwischen den Konzernen  
537 und den Konsument\*innen und Arbeiter\*innen ist enorm. Dadurch werden kleinere  
538 bäuerliche Betriebe vom Markt verdrängt, Menschenrechte systematisch verletzt,  
539 Hungersnöte wüten u.a. auch als Auswirkung von ausbeutender Agrarbodenpolitik  
540 und Nahrungsmittelspekulationen im globalen Süden und die Klimakrise wird weiter  
541 vorangetrieben. Die EU betreibt ihre Agrarpolitik als eines ihrer ältesten  
542 Politikfelder in Form einer gemeinsamen Agrarpolitik (GAP). Das Europaparlament  
543 hat die neuen Leitlinien für die GAP für die Periode 2021 bis 2027 beschlossen  
544 und stellt damit die Ziele des Green Deals stark in Frage. Der Fokus der  
545 europäischen Agrarpolitik muss auf kleine und mittlere sowie auf vielfältig  
546 strukturierte Betriebe gerichtet werden.

547 Zusammengefasst kann gesagt werden, dass die EU viel zu wenig gegen die  
548 Klimakrise macht. Es lässt sich auch kaum behaupten, dass die aktuelle oder eine  
549 allenfalls ambitioniertere Klimapolitik der EU bei ihren Mitgliedsstaaten  
550 überhaupt eine Chance hätte. Die kohlefreundlichen Mitgliedstaaten, die  
551 Automobilindustrie oder das Erstarken von rechtspopulistischen Parteien in

552 Europa, stellen grosse Hürden dar. Aus der Perspektive einer  
553 antikapitalistischen Klimapolitik kann die EU als eine nur auf neoliberale  
554 Wirtschaftsintegration fokussierte Staatengemeinschaft niemals genug machen. Der  
555 internationale Druck auf die Nationalstaaten aber auch die Institutionen der EU  
556 muss massiv gestärkt werden. Die europäische Klimapolitik muss sich von  
557 neoliberalen Grundsätzen gänzlich lösen und den Forderungen der Klimabewegung  
558 sowie den Analysen der Klimawissenschaftler\*innen des IPCC folgen. Das Leben  
559 muss über die Profite gestellt werden, sozial gerecht und radikal.

560 **Die JUSO stellt daher folgende Forderungen an die europäische Klimapolitik:**

- 561 • Eine massive Investitionsoffensive in erneuerbare Energien und die  
562 Bekämpfung von Atom- und Gas-Energie.
  
- 563 • Eine schnellere und effizientere Verlagerung der Transportwege auf  
564 langfristig umweltschonendere Transportmittel, den Einsatz  
565 energieeffizienterer Technologien, ohne dass dabei der Energieverbrauch  
566 massiv erhöht wird und damit einhergehend aber auch eine Senkung des  
567 internationalen Transportbedarfs.
  
- 568 • Eine klimaschonende Agrarpolitik mit Investitionen in einen Umbau des  
569 Ackerbaus, der wirkungsvoll zu Umwelt-, Tierschutz- und Klimazielen  
570 beiträgt.
  
- 571 • Finanzielle und logistische Unterstützung der Länder des globalen Südens  
572 bei der Bekämpfung der Klimakrise und dem Ausbau der erneuerbaren Energien  
573 ohne Verpflichtungen dieser Länder ausserhalb des Klimabereichs

574 **5. Wie sieht die nahe Zukunft unserer Beziehung zur EU aus?**

575 Die JUSO Schweiz kommt nicht nur aufgrund der geografischen Lage der Schweiz und  
576 der wirtschaftlichen Abhängigkeit nicht um eine Positionierung zur EU herum,  
577 sondern es ist unsere internationalistische Überzeugung, dass wir für alle  
578 Menschen kämpfen wollen, nicht nur für die Bevölkerung in der Schweiz. Viel zu  
579 oft werden heute den politischen Diskussionen zur EU mit einem Gefühl der  
580 Unabhängigkeit und Nichtbetroffenheit, Stichwort Sonderfall Schweiz, begegnet.  
581 Nicht selten ist dieses Gefühl eingebettet in einen Nationalismus, der bei  
582 Vertreter\*innen der extremen Rechten vorherrscht. Aber auch die Linke versteckt  
583 sich schnell hinter den Ablehnungen gegenüber dem neoliberalen, undemokratischen  
584 und an den Grenzen menschenverachtenden Konstrukt EU. Damit verhindert die Linke  
585 ein echtes Nachdenken über internationalistische Ansätze der politischen

586 Transformation. Es muss ausserdem anerkannt werden, dass die Schweiz in etlichen  
587 Bereichen nicht besser ist als das vereinte Europa, wie die Analyse gezeigt hat.

588 Die oben aufgezeigten grossen Defizite und die Analyse stellen die EU als Ganzes  
589 in Frage. Fehlende Demokratie, Neoliberalismus und Dysfunktionalität schmälern  
590 die Bereitschaft, sich für die EU einzusetzen. Allerdings zeigen sich gerade die  
591 neoliberalen Entwicklungen seit den 1980er auch in der Schweiz, denn es ist ein  
592 globales und nicht EU-spezifisches Problem. Wichtig ist auch anzuerkennen, dass  
593 die heutige Art der Beziehung zur EU dazu führt, dass hauptsächlich die  
594 neoliberalen und weniger die progressiven Regeln übernommen werden. Die Frage  
595 des Beitritts verdient es also grundsätzlich gestellt zu werden: Es ist eine  
596 langfristige Frage des Internationalismus, die wie in der Analyse dargestellt,  
597 weiterentwickelt werden muss und der Solidarität mit der gesamten europäischen  
598 Bevölkerung, die nicht von einem so privilegierten Lebensstandard wie dem  
599 unseren profitiert.

600 Die lähmende Angst vor einer Diskussion zur Frage eines allfälligen EU-Beitritts  
601 in der Linken in der Schweiz hindert sie daran, eine ausführliche Position zur  
602 EU zu fassen und führt zu einer abwartenden, passiven Rolle. Als JUSO sollte  
603 sich unser Hauptkampf nicht auf die Modalitäten der Beziehung Schweiz-EU  
604 konzentrieren, sondern auf den Kampf gegen die Macht der Besitzenden und für  
605 eine starke und ehrgeizige europäische Linke. Wir müssen mit linken Parteien in  
606 ganz Europa zusammenarbeiten. Nur eine gestärkte Linke auf europäischer Ebene  
607 wird wirklich die Macht haben, unsere Ziele zu verwirklichen. Und nur eine  
608 vereinte europäische Linke kann eine langfristige Vision für Europa entwickeln  
609 und es gemeinsam gestalten.

610 **So fordern wir kurz- und mittelfristig den Bundesrat auf, in allen künftigen**  
611 **Phasen der diplomatischen Beziehungen zwischen der Schweiz und der EU die**  
612 **folgenden Forderungen zu vertreten:**

613 1. Sozialpolitik: Übernahme der Unionsbürgerrichtlinie, Ausweitung der EU-  
614 Kompetenzen im Sozialbereich;

615 2. Wirtschafts- und Finanzpolitik: Unternehmensbesteuerung (Übernahme der  
616 OECD-Reform ab 2023), Änderung der Rechtsprechung zugunsten  
617 gewerkschaftlicher Massnahmen und die Vermeidung von internationalem  
618 Steuerwettbewerb;

619 3. Lohnschutz: Mindestlöhne in ganz Europa, sofern keine griffigeren  
620 Regelungen wie beispielsweise in den nordischen Ländern gefunden wurden,  
621 Schutz der Arbeiter\*innen;

- 622 4. Demokratie: Abschaffung der Pflicht zur Einstimmigkeit, Stärkung der  
623 Instrumente des Parlaments, Einführung der Gesetzesinitiative<sup>17</sup>;
- 624 5. Service Public: Umkehr der Privatisierungslogik, Abschaffung des Verbots  
625 von staatlichen Beihilfen
- 626 6. Klimapolitik: CO2-Neutralität bis 2030; eine stringente Klimapolitik, die  
627 weder Gas- noch Atomkraftwerke in seiner Taxonomie zulässt und griffigere  
628 Massnahmen als den Emissionszertifikatshandel ergreift
- 629 7. Migrationspolitik: Anerkennung des Rechts auf Asyl, Einführung des  
630 Botschaftsasyls und die Schaffung sicherer Fluchtwege, die Anerkennung der  
631 humanitären Klausel im Schengen/ Dublin-Abkommen und die Ausweitung der  
632 anerkannten Fluchtgründe.

633 Sollte ein Schweizer EU-Beitritt auf dem Tisch liegen, so stellen für die JUSO  
634 der Erhalt der direkten Demokratie und der Arbeiter\*innenrechte wie Lohn- und  
635 Kündigungsschutz sowie die Sicherung der öffentlichen Dienstleistungen  
636 (öffentlicher Verkehr, Energiesystem, etc.) unverhandelbare Vorbedingungen dar.  
637 Damit ist der Kampf jedoch nicht zu Ende. Oberstes Ziel des zukünftigen Europas  
638 muss das gute, sozial gerechte Leben für alle Europäer\*innen sein und bleiben.

## 639 **6. Unsere Vision für ein soziales, demokratisches und** 640 **ökologisches Europa**

641 **Als Grundlage für die Vision eines zukünftigen**  
642 **sozialistischen Europas dient das Manifest von Ventotene. Es**  
643 **entwirft das Ideal eines europäischen Föderalismus. Die**  
644 **damaligen Verfasser halten die Souveränität der**  
645 **Nationalstaaten als Ursache für den Zweiten Weltkrieg und**  
646 **forderten daher zum Erhalt von Frieden und Freiheit die**  
647 **Gründung eines europäischen Bundesstaats durch eine**  
648 **revolutionäre Bewegung. Das Manifest basiert auf**  
649 **sozialistischen und kommunistischen**  
650 **Wirtschaftsvorstellungen. Es ist einer der wichtigsten**  
651 **frühen Entwürfe einer europäischen Integration.**

652 Die JUSO baut darauf auf, denn sie ist internationalistisch und lehnt im  
653 Grundsatz das Konzept des Nationalstaates ab. Trotzdem erkennen wir regionale  
654 Besonderheiten an, über die ein geografisch begrenztes Gebiet autonom  
655 entscheiden können soll. In diesem Sinne lehnt die JUSO die heutige Übermacht  
656 der nationalen Interessen der EU-Mitgliedstaaten ab wenn sie nicht kollektiven  
657 Interessen entsprechen. Vielmehr sollen die Interessen der Europäer\*innen  
658 repräsentiert und vertreten werden. Wir wollen ein soziales, demokratisches,  
659 feministisches, ökologisches und antirassistisches Europa, und wir glauben, dass  
660 sich diese Vision am besten durch den Aufbau eines föderalen Europas  
661 verwirklichen lässt.

662 Als sozialistische Partei verpflichtet sich die JUSO dem Ziel der Umwälzung der  
663 Gesellschaft. Wir vertreten daher die folgende Analyse aus dem Manifest: *“Die*  
664 *europäische Revolution muss sozialistisch sein, um unseren Bedürfnissen gerecht*  
665 *zu werden; sie muss sich für die Emanzipation der Arbeiterklasse und die*  
666 *Schaffung menschlicherer Lebensbedingungen einsetzen.”* Sowohl die Überzeugung  
667 des Manifestes als auch die der JUSO ist, dass die Grundvoraussetzung für ein  
668 vereintes sozialistisches Europa die Gründung einer revolutionären europäischen  
669 Bewegung ist. Wie auch in der institutionell-politischen Analyse festgehalten,  
670 liegt das einzige Potential in einer europäischen vereinten Linken. Das bedeutet  
671 nicht, dass es nur noch eine transformatorische Organisation geben sollte,  
672 sondern dass alle transformatorische Bewegungen und Parteien ihre Kräfte bündeln  
673 und sich auf einen gemeinsamen Weg und eine gemeinsame Vision einigen müssen.  
674 Die Kraft aus dieser Bewegung soll die Lähmung der nationalstaatlichen Linken  
675 aufheben und Stabilität unabhängig von den nationalstaatlichen Prozessen bieten.  
676 Darum sieht die JUSO Schweiz ihre Rolle darin, sich mit allen europäischen  
677 transformativen Kräften zu vernetzen, gemeinsame Forderungen auszuarbeiten und  
678 sich zu organisieren, um ein sozialistisches Europa zu schaffen. Konkret  
679 bedeutet das:

- 680 • Innerhalb der YES unsere Analyse der EU verbreiten und unsere Vision  
681 verteidigen
  
- 682 • Vernetzung mit gewerkschaftlichen, feministischen und ökologischen  
683 Organisationen und Bewegungen ausserhalb der YES
  
- 684 • Bildung von Bündnissen, Ausarbeitung von gemeinsamen Forderungen  
685 und Organisation von europaweiten Aktionen, Demonstrationen und Streiks

686 Eine weitere wichtige Erkenntnis des Manifestes auf dem Weg zu einem  
687 sozialistischen Europa : *“Macht wird nicht durch blosse List erobert und*  
688 *erhalten, sondern aufgrund der Fähigkeit, den Bedürfnissen der modernen*  
689 *Gesellschaft vitale und einheitliche Lösungen entgegenzuhalten.”* Das heisst, wir

690 müssen Visionen schaffen.

691 Ein sozialistisches Europa ist ein Europa, das im Interesse der 99% konstruiert  
692 ist - in Harmonie mit den Kapazitäten der Natur. Dafür müssen die  
693 Grundbedürfnisse aller Menschen gedeckt werden. Um dies zu ermöglichen, braucht  
694 es eine europaweite demokratische Planung der Wirtschaft. Dies soll durch eine  
695 Koordination von regionalen Plänen passieren - die gesellschaftlichen Strukturen  
696 auf lokaler und regionaler Ebene bleiben also autonom. Diese Pläne müssen auf  
697 demokratische Weise auf die regionalen Bedürfnisse eingehen und entscheiden,  
698 welche Güter und Dienstleistungen in welchen Mengen produziert werden. Es soll  
699 aber auch möglich sein, auf einer kontinentalen Ebene gemeinsame Projekte zu  
700 verfolgen. Dafür sollen demokratische Institutionen geschaffen werden, in denen  
701 Vertreter\*innen aller lokalen Instanzen mitentscheiden können. Jede lokale  
702 Instanz soll jedoch die Möglichkeit haben, bei einem gewissen Projekt nicht  
703 mitzumachen. Somit reflektiert auch diese Vision in einem gewissen Sinn das Ziel  
704 eines föderalen Europas, das sich das Manifest von Ventotene setzt.

705 **Um ein solches Europa zu schaffen müssen wir die Gesellschaft grundlegend**  
706 **verändern. Insbesondere sollen unter anderen folgende Umwälzungen passieren:**

- 707 1. Vergesellschaftung der bestehenden Unternehmungen ab einer Grösse von 100  
708 Angestellten - und Platzierung unter demokratischer Kontrolle der  
709 Arbeiter\*innen
- 710 2. Enteignung von Grundbesitz und dessen Neuverteilung unter der  
711 Voraussetzung genossenschaftlicher und gesellschaftlicher Organisation
- 712 3. Kollektivierung und demokratische Organisation der Care-Arbeit-Sektoren,  
713 die nicht auf unterschiedlichen Arbeitsrealitäten in den Regionen basiert
- 714 4. Radikale Arbeitszeitverkürzung, Jobgarantie und grosszügiges  
715 Basiseinkommen
- 716 5. Konsequente Stärkung des Service Public (Bildung, Gesundheitswesen, usw.)  
717 und der Sozialversicherungen
- 718 6. Abschaffung aller Grenzen und Freizügigkeit für alle

719 7. Aufbau von basisdemokratischen Strukturen auf lokaler Ebene, die für die  
720 Planung der Wirtschaft und die Organisation der Gesellschaft zuständig  
721 sind

722 8. Aufbau von demokratischen Institutionen auf europäischen Ebenen, die die  
723 Koordination zwischen den lokalen Ebenen und das Verfolgen von gemeinsamen  
724 Projekten ermöglichen

725 Ausgehend vom neoliberalen Europa in einer kapitalistischen Welt, das wir heute  
726 kennen, müssen wir ein soziales Europa in einer sozialistischen Welt aufbauen.  
727 Wir wollen ein föderales Europa, das demokratisch getroffene Entscheidungen auf  
728 lokaler Ebene respektiert, aber gleichzeitig die Koordination zwischen diesen  
729 Ebenen und die Verfolgung von Projekten auf kontinentaler Ebene ermöglicht. Um  
730 dies erreichen zu können, müssen wir Verbindungen zu allen Organisationen und  
731 Bewegungen aufbauen, die für eine sozialistische Transformation kämpfen. Wir  
732 müssen gemeinsame Forderungen und Strategien entwickeln. Und wir müssen  
733 gemeinsam für das gleiche Ziel kämpfen: ein gutes Leben für alle. Kurz  
734 gesagt: Wir müssen uns die Schlussfolgerung des *Manifests der Kommunistischen*  
735 *Partei* zu eigen machen: «Proletarier\*innen aller Länder, vereinigt euch!

736

737 (1) Masseneinwanderungsinitiative (2014, angenommen), Durchsetzungsinitiative  
738 (2016, abgelehnt), die Antimenschenrechtsinitiative (2018, abgelehnt) und die  
739 Begrenzungsinitiative (2020, abgelehnt).

740 (2) <https://juso.ch/de/positionspapiere/stopp-der-ausbeutung-des-globalen-sudens/>

741 (3) [https://www.touteleurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/union-europeenne-faut-il-](https://www.touteleurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/union-europeenne-faut-il-abandonner-le-vote-a-l-unaninite/)  
742 [abandonner-le-vote-a-l-unaninite/](https://www.touteleurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/union-europeenne-faut-il-abandonner-le-vote-a-l-unaninite/)

743 (4) Der Europarat gehört nicht zu den Institutionen der EU und konzentriert sich  
744 auf den Schutz der Menschenrechte. Die Schweiz gehört ihm an.

745 (5) <https://transparency.eu/who-has-been-lobbying-the-european-commission/>

746 (6) Art. 119, Vertrag über die Arbeitsweise der Europäischen Union  
747 (<https://dejure.org/gesetze/AEUV/119.html>)

748 (7) <https://www.cairn.info/revue-de-l-ires-2018-3-page-7.htm>

749 (8) [https://asile.ch/2022/04/05/no-frontex-la-poudre-aux-yeux-le-systeme-de-](https://asile.ch/2022/04/05/no-frontex-la-poudre-aux-yeux-le-systeme-de-responsabilite-de-frontex/)  
750 [responsabilite-de-frontex/](https://asile.ch/2022/04/05/no-frontex-la-poudre-aux-yeux-le-systeme-de-responsabilite-de-frontex/)

751

752 (10) Die Sozialdemokratische Partei Europas (SPE) unterstützte beispielsweise das  
753 Inkrafttreten des Vertrags von Lissabon, obwohl dieser garantiert, dass "der  
754 Wettbewerb nicht verzerrt wird", und den EU-Haushalt auf 1,27% des europäischen  
755 BIP begrenzt, wodurch die Möglichkeiten zur Verbesserung des Lebens der

756 europäischen Bürger\*innen eingeschränkt werden.

757 **(11)**Die Flankierenden Massnahmen schützen die Arbeitsbedingungen in der Schweiz.  
758 Sie sollen Lohndumping und missbräuchliche Arbeitsbedingungen verhindern. Es  
759 gilt: Alle, die in der Schweiz arbeiten, sollen auch zu Schweizer Bedingungen  
760 arbeiten. Wenn Fälle von Lohndumping oder Missachtung der Arbeitsbedingungen  
761 aufgedeckt werden, kommen verschiedene Massnahmen zum Zuge, um die Verstösse zu  
762 sanktionieren.

763 **(12)**Eine Guillotineklausel ist eine Klausel die bei einem Vertragspaket  
764 eingegangen werden kann. Sie besagt, dass das ganze Vertragswerk ungültig wird,  
765 sobald ein Vertrag gebrochen oder für ungültig erklärt wird.

766 **(13)**Die MEI verlangte unter anderem eine Kontingentierung der Einwanderung und  
767 Höchstzahlen von in der Schweiz arbeitenden Ausländer\*innen. Aus dieser Vorlage  
768 ging der sogenannte "Inländer\*innenvorrang light" hervor, der ein  
769 fremdenfeindliches Bevorzugen von Schweizer Arbeiter\*innen beinhaltet.

770 **(14)**Derisking bedeutet, dass die öffentliche Hand das wirtschaftliche Risiko für  
771 private Investitionen übernimmt um diese attraktiver zu gestalten anstatt die  
772 Investitionen als öffentliche

773 **(15)**[https://ec.europa.eu/clima/eu-action/european-green-deal/delivering-](https://ec.europa.eu/clima/eu-action/european-green-deal/delivering-european-green-deal/social-climate-fund_en)  
774 [european-green-deal/social-climate-fund\\_en](https://ec.europa.eu/clima/eu-action/european-green-deal/delivering-european-green-deal/social-climate-fund_en)

775 **(16)**Das Recht Treibhausgase auszustossen, als Teil einer jährlich planetar  
776 erträglichen Menge von Emissionen.

777 **(17)**Die Gesetzesinitiative erlaubt es der Bevölkerungen sich gegen  
778 Gesetzesänderungen mittels Referenden zu wehren und über Initiativen  
779 Verfassungsänderungen zu erwirken. Damit wird die demokratische Mitbestimmung  
780 der Bevölkerung gestärkt.

# Positionspapier

**Initiator\*innen:** Comitato Direttivo della GISO Svizzera (beschlossen am: 20.08.2022)

**Titel:** Dall'Unione Europea all'internazionalismo

## Antragstext

1 Questa presa di posizione sviluppa ulteriormente le posizioni della GISO  
2 Svizzera sull'Europa e in particolare sull'Unione europea (UE). L'obiettivo è  
3 fornire un'analisi delle aree di conflitto e individuare approcci risolutivi a  
4 medio e lungo termine. Il documento si basa sulle prese di posizione della GISO  
5 "Per un'Europa dei popoli, contro un'Europa del mercato finanziario" (2012), "10  
6 anni di crisi economica globale" (2018) e la risoluzione "L'Europa invece  
7 dell'isolamento" (2014) e riprende gli sviluppi più recenti.

8 Come partito orientato all'internazionalismo, sappiamo che la Svizzera non è  
9 un'isola, ma si trova al centro dell'Europa ed è strettamente interconnessa con  
10 gli Stati membri dell'UE circostanti. È quindi logico che la GISO Svizzera  
11 assuma una posizione sull'UE che non sia solo orientata a costrutti come gli  
12 Stati nazionali, ma al principio "proletari di tutti i paesi, unitevi". Al  
13 momento, il PS Svizzera si sta occupando della sua posizione nei confronti  
14 dell'UE e sta discutendo i possibili scenari di adesione. Questo documento,  
15 tuttavia, vuole porre la questione dell'Europa e dell'UE in modo più  
16 fondamentale, affinché possa essere espressa in modo fondato sia all'interno del  
17 PS che ad altri livelli.

18 La disintegrazione delle relazioni tra la Svizzera e l'UE, lo sgretolamento  
19 dell'UE stessa e le crisi che devono essere risolte a livello globale, come la  
20 crisi climatica o quella legata al Coronavirus, rendono il dibattito sull'Europa  
21 particolarmente attuale.

22 La destra borghese e quella conservatrice in Svizzera, in particolare l'UDC, si  
23 oppongono con veemenza a questo importante dibattito: attaccano ripetutamente  
24 l'integrazione europea, talvolta con successo. Le ultime iniziative dell'UDC<sup>1</sup>

26 rappresentano una politica conservatrice di destra protezionista e razzista, a  
27 favore del grande capitale econ gravi conseguenze per la popolazione. Per questo  
28 è ancora più importante che un partito antinazionalista e anticapitalista  
29 sviluppi una visione alternativa dell'Europa, per opporsi con decisione alle  
tendenze distruttive della borghesia e offrire una prospettiva sostenibile.

30 Né la storia né il presente dell'Unione Europea corrispondono agli ideali della  
31 GISO Svizzera. Dopo la Seconda guerra mondiale e le fusioni come la Comunità  
32 economica europea, che mirava anche a prevenire futuri conflitti tra i Paesi  
33 europei, nel 1993 alcuni Stati europei si sono uniti per formare l'Unione  
34 europea (UE). Per creare un mercato comune, una moneta comune e regole e  
35 istituzioni comuni, ogni Stato membro dell'UE ha rinunciato a parte della  
36 propria sovranità nazionale. Oltre ai vantaggi dell'economia di mercato  
37 derivanti da un ampio mercato interno, l'UE ha rafforzato l'Europa nei confronti  
38 di attori globali come gli Stati Uniti e la Cina. Tuttavia, la concorrenza  
39 economica intraeuropea è rimasta e ogni Stato ha dovuto affrontare da solo le  
40 nuove regole del gioco. In particolare, la crisi economica e finanziaria e le  
41 sue conseguenze hanno mostrato chiaramente che la disparità tra gli Stati membri  
42 dell'UE è enorme e la cooperazione minima.

43 In nessun momento l'UE è stata un progetto globale e armonioso. Crisi come  
44 quella finanziaria ed economica dal 2008 in poi, la Brexit o la politica  
45 migratoria hanno avuto un impatto negativo sulla coesione all'interno dell'UE.  
46 In molti Paesi europei si assiste a una rinascita dei partiti nazionalisti della  
47 destra radicale. Le conseguenze delle crisi e il fallimento delle istituzioni  
48 europee hanno portato a varie politiche disastrose in molti Stati membri. Con il  
49 suo regime migratorio isolazionista, imposto tramite l'agenzia di frontiera  
50 Frontex ai confini esterni dell'Europa, l'UE sta anche dimostrando la sua  
51 incapacità di aderire ai principi umanitari, e l'Unione stessa è diventata un  
52 progetto incapace di essere riformato e attuato realmente, anche causa di scelte  
53 sbagliate in altri ambiti, che stanno bloccando la rettifica di queste  
54 infrazioni umanitarie o un vero miglioramento della politica dell'Unione.  
55 Decisioni di uscita come la Brexit sono effetti di questi sviluppi. Anche altri  
56 Stati, come l'Ungheria o la Polonia, stanno sfruttando questa decisione come  
57 un'opportunità per valutare l'opportunità di uscire, mentre gli Stati dei  
58 Balcani sudorientali aspettano da tempo di aderire. Questa incertezza in  
59 entrambe le direzioni dimostra la forte instabilità dell'UE.  
60 La sinistra europea è fortemente divisa nel suo atteggiamento verso l'UE. Questa  
61 gamma di posizioni possibili sul futuro dell'Europa è evidente anche nella GISO  
62 e nel PS. La critica al neoliberalismo, al militarismo, all'imperialismo economico  
63 e all'autoritarismo è accompagnata dalla speranza di pace, di strutture  
64 democratiche sovranazionali tramite soluzioni internazionali alle più grandi  
65 questioni del nostro tempo, come la crisi climatica, il capitalismo o il  
66 patriarcato.

67 Sorgono quindi due domande centrali: lo Stato svizzero è più capace dell'UE di  
68 avvicinarci a una società socialista e c'è ancora speranza per il progetto di  
69 integrazione europea? Le riforme possono salvare l'UE dalla sua crisi e condurre  
70 l'Europa verso un futuro socialista, o il progetto dell'UE deve essere  
71 dichiarato un fallimento per costruire una nuova struttura interstatale? Data la  
72 situazione attuale e l'urgenza politica, si può ipotizzare che sulla via di un  
73 mondo giusto sia più difficile lasciar morire ciò che resta dell'Europa unita  
74 oggi e creare qualcosa di nuovo invece che riformarla (a breve termine). Una  
75 svolta socialista è l'obiettivo finale della GISO.

## 76 **La GISO Svizzera auspica quindi due sviluppi paralleli:**

- 77 1. Proposte di riforma dell'attuale Unione Europea (capitoli la parte "Quadro  
78 istituzionale e politico dell'Unione europea", "L'UE: innanzitutto un  
79 libero mercato", "L'UE e la Svizzera: tra vincoli, influenze e confini" e  
80 "La crisi climatica e l'UE: un esempio della necessità di un'azione  
81 coordinata").
- 82 2. Rafforzare la cooperazione della sinistra europea per preparare la  
83 costruzione di una nuova Europa federale e socialista (capitoli "Qual è  
84 il futuro prossimo delle nostre relazioni con l'UE?" e "La nostra visione  
85 per un'Europa sociale, democratica ed ecologica").

86 Questo documento si concentra principalmente sulla politica interna all'Europa  
87 a causa delle evidenti tensioni interne all'Europa e dell'importanza del futuro  
88 sviluppo dell'UE. Gli effetti globali delle politiche neoliberali, patriarcali e  
89 razziste e le possibili soluzioni sono trattati nel documento di posizione "Stop  
90 allo sfruttamento del Sud globale" del 2019<sup>2</sup>.

## 91 **1. Quadro istituzionale e politico dell'Unione Europea**

92 L'Europa non è solo l'UE. In tutto il continente, le persone vivono insieme  
93 perché condividono interessi che derivano dalla vicinanza geografica ma che  
94 vanno oltre il livello nazionale, come buone infrastrutture, una vita sicura o  
95 un ambiente sano. Dal punto di vista politico-istituzionale, ad esempio,  
96 l'Organizzazione per la Cooperazione e lo Sviluppo Economico (OCSE),  
97 l'Organizzazione del Trattato dell'Atlantico del Nord (NATO), l'Unione  
98 dell'Europa Occidentale (UEO), l'Organizzazione per la Sicurezza e la  
99 Cooperazione in Europa (OSCE) e il Consiglio d'Europa sono altre importanti  
100 associazioni di Stati (non solo) europei, ma non sono neanche lontanamente  
101 importanti come l'UE. Pertanto, l'analisi che segue nel capitolo si limita

102 principalmente all'UE.

### 103 Istituzioni interne dell'UE e funzionamento giuridico

104 Il **Consiglio europeo** è composto da\* cap\* di Stato e di governo degli Stati  
105 membri. Si riunisce quattro volte l'anno per prendere decisioni sulla direzione  
106 dell'UE. Le decisioni più delicate, come quelle sulla politica sociale, estera o  
107 fiscale, devono essere prese all'unanimità, poiché l'UE è prima di tutto  
108 un'organizzazione internazionale e non sovranazionale. Se da un lato garantisce  
109 l'uguaglianza di tutti gli Stati, dall'altro questo principio decisionale  
110 privilegia la sovranità degli Stati rispetto al benessere della popolazione  
111 europea: il veto di alcuni Stati, ad esempio, ha impedito una risposta umana  
112 alla crisi migratoria a partire dal 2015 o ha bloccato per lungo tempo  
113 l'armonizzazione delle imposte sulle società<sup>3</sup>.

114 Il **Consiglio dell'Unione Europea** (Consiglio dei Ministri) riunisce i/le\*  
115 ministr\* dei singoli Stati membri, e non va confuso con il Consiglio d'Europa<sup>4</sup>.  
116 Il Consiglio è responsabile della legislazione, insieme alla Commissione e al  
117 Parlamento. Poiché il modo in cui i ministri rappresentati sono nominati è  
118 specifico per ogni Stato, alcuni di loro non sono eletti dal popolo del loro  
119 Stato e quindi hanno una legittimità democratica discutibile.

120 La **Commissione europea** è il governo dell'UE. I/le commissari\* sono nominati dai  
121 governi dell'UE ed eletti dal Parlamento europeo. In pratica, i commissari sono  
122 fortemente influenzati dalle lobby molto attive a Bruxelles, che rappresentano  
123 principalmente gli interessi delle multinazionali e delle associazioni  
124 imprenditoriali<sup>5</sup>. Inoltre, solo la Commissione europea ha il diritto di proporre  
125 leggi.

126 Il **Parlamento europeo** è eletto da\* cittadin\* dell'UE ed è composto da 751  
127 deputat\* che vengono elett\* a livello nazionale, motivo per cui i temi a  
128 dimensione europea sono spesso completamente assenti dalle campagne elettorali.  
129 Gli/le\* eurodeputat\* sono quindi elett\* principalmente sulla base di questioni  
130 nazionali o addirittura regionali piuttosto che su questioni sovranazionali.  
131 Inoltre, l'affluenza alle urne è bassa (50,66% nel 2019) e le persone prive  
132 della cittadinanza dell'UE non hanno diritto di voto, anche se sono direttamente  
133 interessate dalle politiche dell'UE, soprattutto per quanto riguarda l'asilo. Il  
134 Parlamento partecipa al processo legislativo secondo il principio della  
135 codecisione (o procedura legislativa ordinaria): Nessun testo legislativo può  
136 essere adottato senza l'approvazione del Consiglio dei ministri. Inoltre, il  
137 Parlamento stesso non ha il diritto di proporre nuove leggi. Anche le aree di  
138 competenza del Parlamento sono limitate: i/le\* parlamentari non hanno voce in  
139 capitolo sulla politica fiscale o monetaria e hanno un potere limitato nella

140 negoziazione di accordi commerciali internazionali. Oggi il Parlamento europeo  
141 ha chiaramente troppo poco potere rispetto alle altre istituzioni dell'UE.

142 Oltre alle quattro istituzioni politiche, vi sono altri importanti organi  
143 dell'UE. La Corte di giustizia europea, in quanto massima istanza giudiziaria  
144 dell'UE, e la Corte dei conti europea, in quanto organo di controllo delle  
145 entrate e delle spese dell'UE. Anche la **Banca centrale europea** (BCE) è  
146 importante per la struttura dell'UE. Il suo compito principale è quello di  
147 garantire la stabilità dei prezzi. Il mercato del lavoro o i criteri sociali non  
148 svolgono alcun ruolo nelle sue decisioni. La GISO chiede quindi il controllo  
149 democratico della Banca Centrale Europea e il servizio incondizionato della BCE  
150 a beneficio de\* cittadin\* europei.

151 **I Trattati europei** (Trattato sull'Unione europea (TUE) e Trattato sul  
152 funzionamento dell'Unione europea (TFUE)) sono accordi conclusi tra gli Stati  
153 membri dell'UE e costituiscono la base giuridica del funzionamento dell'Unione.  
154 Il resto del diritto dell'UE (diritto derivato) si basa sui Trattati europei.  
155 Tra le altre cose, i trattati stabiliscono il principio neoliberale secondo cui  
156 l'UE deve operare in una "economia di mercato aperta e in libera concorrenza"<sup>6</sup>.  
157 La GISO rifiuta questi principi neoliberali sanciti dai Trattati. La politica  
158 sociale non gioca quasi mai un ruolo nei trattati europei (Atto unico europeo):  
159 l'inclusione degli attori sociali nei negoziati e le poche concessioni,  
160 soprattutto nel campo del diritto del lavoro, sono principalmente mezzi per  
161 garantire lo sviluppo dell'integrazione economica<sup>7</sup>.  
162 È difficile modificare questi trattati, poiché tutti gli Stati membri devono  
163 essere d'accordo su qualsiasi cambiamento.

164 Oltre alle istituzioni formali dell'UE, esistono gruppi informali che esercitano  
165 una notevole influenza sulla politica europea, ma che sfuggono alla percezione  
166 pubblica e al controllo democratico. La Troika, ad esempio, non legittimata  
167 democraticamente e con rappresentanti della BCE, del FMI e della Commissione UE,  
168 è stata creata a causa delle proteste in Grecia, guidate dal governo di Syriza  
169 contro le misure di austerità dell'UE. Di conseguenza, la Grecia è stata  
170 tagliata fuori nel 2010 per mettere in ginocchio il governo di sinistra.

171 Altri organi dell'UE sono le **Agenzie europee**. Non si basano sui trattati  
172 istitutivi dell'UE, ma sono create per attuare il diritto dell'UE. Un'agenzia  
173 ben nota è Frontex, L'Agenzia europea della guardia di frontiera e costiera, che  
174 è congiuntamente responsabile della politica antiumanitaria in materia di  
175 migrazione dell'UE e degli Stati nazionali che ne fanno parte.  
176 Alle agenzie viene lasciata una grande autonomia, in modo che le altre  
177 istituzioni possano concentrarsi sulle "grandi" strategie economiche e  
178 politiche. Il controllo sulle loro attività dovrebbe in realtà spettare al

179 Consiglio europeo, ma in pratica non ne derivano né una responsabilità  
180 vincolante né controlli efficaci sull'operato. Nel caso di Frontex, questi  
181 controlli vengono addirittura utilizzati per nascondere le gravi violazioni dei  
182 diritti umani di cui l'agenzia si rende colpevole<sup>8</sup>: si tratta di una scelta  
183 politica deliberata.

#### 184 **Carenze democratiche nell'UE**

185 Ci sono grandi deficit democratici nelle istituzioni europee. L'Unione Europea è  
186 ben lontana dall'essere una democrazia parlamentare, e non lo è mai stata: i  
187 potenti governi neoliberali, le grandi imprese e le lobby del settore privato  
188 lavorano per la deregolamentazione economica e non per gli interessi della  
189 popolazione europea. Solo il Parlamento europeo è eletto direttamente da\*  
190 cittadini\* degli Stati membri, nei limiti sopra indicati. I/le\* membr\* delle  
191 altre istituzioni dell'UE hanno diversi gradi di legittimità democratica o non  
192 ne hanno affatto se rappresentano Paesi in cui la democrazia è discutibile, come  
193 l'Ungheria o la Polonia. Infine, l'applicazione del diritto dell'UE in quasi  
194 tutti i settori della politica stabilisce un quadro ristretto entro il quale i  
195 Paesi devono agire: la maggior parte della legislazione in vigore negli Stati  
196 membri è decisa principalmente da\* ministr\* riuniti nel Consiglio, scavalcando i  
197 parlamenti nazionali grazie al primato del diritto dell'UE sul diritto  
198 nazionale. I/le\* cittadini\* degli Stati membri possono così essere sottopost\* a  
199 leggi che non possono influenzare minimamente.

200 In questa costellazione antidemocratica, accade spesso che i governi nazionali  
201 incolpino l'UE di misure neoliberali impopolari sebbene essi stessi le abbiano  
202 votate negli organi europei. D'altra parte, bisogna anche riconoscere che alcuni  
203 importanti progressi sono stati incorporati nelle politiche degli Stati membri  
204 attraverso il diritto comunitario.

#### 205 **La GISO Svizzera avanza quindi le seguenti richieste per la democratizzazione** 206 **dell'UE:**

- 207 • In seno al Consiglio europeo, il principio dell'unanimità dovrebbe quindi  
208 essere completamente abolito a favore del voto a maggioranza qualificata.
  
- 209 • Il Parlamento europeo dovrebbe avere il diritto di proporre leggi.
  
- 210 • I/le\* cittadini\* europei dovrebbero disporre di strumenti democratici  
211 diretti, come l'iniziativa popolare vincolante, che la Commissione europea  
212 deve trasformare in una proposta legislativa. Deve anche essere possibile  
213 per i/le\* cittadini\* europei chiedere modifiche ai trattati europei.

- 214 • I gruppi informali e non democratici devono essere sciolti.
- 215 • I compiti delle agenzie dell'UE devono essere svolti da istituzioni
- 216 controllabili democraticamente e devono essere introdotti meccanismi di
- 217 controllo efficaci.
- 218

## 219 La sinistra in Europa

220 È importante anche guardare al ruolo della **sinistra in Europa**. Essa è cambiata  
221 nel tempo e si differenzia in modo massiccio a seconda del movimento o del  
222 partito. Ai tempi di Schröder e Blair, a partire dagli anni Novanta, il  
223 neoliberalismo sotto forma di liberalismo sociale è stato promosso attivamente  
224 dalle socialdemocrazie. Altri partiti di sinistra, come il Partito socialista in  
225 Portogallo o Syriza in Grecia, si sono opposti attivamente all'UE dopo la crisi  
226 finanziaria e hanno cercato di attutire le conseguenze dell'Europa capitalista  
227 attraverso politiche economiche degli Stati nazionali. Oggi di questi movimenti  
228 di protesta rimane ben poca forza.

229 La sinistra parlamentare dell'UE oggi si presenta così:  
230 I/le\* candidat\* al Parlamento europeo sono nominati dai partiti nazionali, ma  
231 una volta elett\* si organizzano in gruppi europei: oggi, parte della sinistra  
232 nelle istituzioni dell'UE è organizzata attraverso il partito della Sinistra  
233 Europea (Party of che European Left, EL) e la parte più grande sotto l'ombrello  
234 dell'Alleanza Progressista dei Socialisti e Democratici (S&D), che può essere  
235 descritta come un partito di centro-sinistra. Insieme detengono 184 seggi<sup>9</sup>.  
236 Naturalmente, nessuna rivoluzione socialista potrà avvenire attraverso le  
237 istituzioni europee, ma quando si tratta di cambiamenti sociali ed ecologici  
238 sostanziali, il Parlamento europeo sembra essere nella posizione migliore per  
239 dare impulso a questo processo, attualmente in fase di stallo a causa della  
240 debolezza della sinistra progressista a livello europeo.

241 Le posizioni dei partiti della sinistra europea sull'UE sono spesso incoerenti e  
242 mancano di ambizione e di critica seria<sup>10</sup>. I partiti socialdemocratici in Europa  
243 sostengono in modo preponderante l'UE e le sue istituzioni e trovano difficile  
244 attuare riforme che limiterebbero l'influenza delle lobby finanziarie e  
245 commerciali a favore di un'Europa più sociale e solidale. In Inghilterra,  
246 Germania e Portogallo, i partiti socialisti considerano attualmente l'ideale  
247 dell'apertura economica in Europa più importante degli effetti negativi della  
248 deregolamentazione sui diritti dei lavoratori. In Francia, invece, la Nouvelle  
249 Union populaire écologique et sociale (Nupes) sostiene la disobbedienza ai  
250 trattati europei per difendere "la sovranità e gli interessi del popolo  
251 francese", in particolare per consentire maggiori investimenti nei servizi

252 pubblici e nella transizione ecologica, e per "riorientare le politiche europee  
253 verso ciò che è socialmente ed ecologicamente migliore". Tuttavia, quest'ultimo  
254 passaggio dimostra che l'unità a sinistra è possibile anche intorno alla  
255 questione europea. Infatti, ogni partito o organizzazione di sinistra che si  
256 rispetti riconosce ora la necessità di opporsi alle regole europee più  
257 antidemocratiche e incompetenti, ma senza chiedere l'uscita dall'UE.

258 Anche la Confederazione europea dei sindacati è un attore importante nella  
259 difesa de\* lavoratori/trici\* europe\*, sebbene si concentri sulle istituzioni e  
260 sostenga i partenariati sociali piuttosto che la lotta sindacale. La GISO,  
261 invece, riconosce che i cambiamenti politici più radicali e necessari provengono  
262 dalle strade e non dai parlamenti.

263 Abbiamo bisogno di una sinistra che unisca i partiti, ma anche i movimenti  
264 socialie i sindacati in Europa, con una visione comune. Non si tratta di  
265 un'illusione: movimenti e partiti come Momentum in Gran Bretagna, Syriza in  
266 Grecia, il Movimiento 15-M e Unidas Podemos in Spagna, La France Insoumise in  
267 Francia, ecc. avevano e hanno un grande potenziale per unire le persone nei  
268 Paesi europei sotto gli ideali del socialismo. La sinistra europea deve mettere  
269 in primo piano i diritti della classe lavoratrice e la difesa dei diritti  
270 fondamentali. Deve anche seguire una linea internazionalista, siccome solo la  
271 sovranità dei popoli è legittima. Una sinistra unita sarà anche in grado di  
272 contrastare efficacemente la minacciosa ascesa dell'ultradestra in molti Paesi  
273 europei come Francia, Italia o Ungheria.

## 274 **2. L'UE: innanzitutto un libero mercato**

275 Come già detto, l'UE è principalmente un'area economica capitalista in cui  
276 l'integrazione economica degli Stati nazionali è l'obbiettivo principale. Ciò  
277 significa una ristrutturazione dell'Europa orientata alla concorrenza. I passi  
278 concreti compiuti dopo la fondazione dell'UE sono stati lo smantellamento delle  
279 barriere commerciali, la limitazione dei processi democratici di politica  
280 economica negli Stati nazionali e le privatizzazioni. La politica sociale  
281 nell'UE era ed è un campo d'azione politica di secondo piano, nel migliore dei  
282 casi.

283 Il funzionamento del mercato unico europeo è lo scopo principale dell'UE e  
284 comprende quattro sfere di "libertà": la libera circolazione delle merci, la  
285 libera prestazione dei servizi, la libera circolazione dei capitali e dei  
286 pagamenti e la libera circolazione delle persone. La problematica principale  
287 legata a queste "libertà" è il guadagno unilaterale per le grandi imprese.  
288 Sebbene la libera circolazione delle persone rappresenti uno smantellamento  
289

290 delle frontiere nazionali e un reale progresso nei diritti de\* cittadin\* dell'UE  
291 e degli Stati membri di Schengen, le restrizioni nazionali, ad esempio nel  
292 settore delle prestazioni sociali, fanno passare in secondo piano la libera  
293 circolazione delle persone. A causa di questa pressione, la protezione delle  
persone lavoratrici viene subordinata al grande capitale.

#### 294 **Protezione dei diritti de\* lavorator/trici\***

295 In tutta Europa, le differenze tra gli Stati membri in termini di diritti delle  
296 persone lavoratrici sono enormi. Ad esempio, i salari in Danimarca sono dieci  
297 volte superiori a quelli in Bulgaria. Gli Stati membri con una produttività  
298 relativamente bassa hanno subito una forte pressione sulle politiche salariali e  
299 fiscali per mantenere la competitività dopo l'introduzione dell'euro.

300 La differenza del costo della vita e della manodopera permette alle grandi  
301 aziende europee di massimizzare i profitti: esse producono a costi più bassi in  
302 alcuni Paesi, soprattutto nell'Europa dell'Est, beneficiando di salari più  
303 bassi, e mantengono la loro sede centrale in Europa occidentale, controllando  
304 così gran parte della catena di produzione. Questo processo è chiamato  
305 integrazione verticale dell'economia. Il risultato è il dumping salariale o la  
306 concorrenza sottocosto che, se non controllata, fa scendere i salari in tutta  
307 l'Europa. Nel 1996, l'UE ha introdotto la direttiva sul lavoro distaccato per  
308 creare migliori condizioni di lavoro per le persone che lavorano temporaneamente  
309 in un altro Paese<sup>11</sup>. Ma ciò non basta: la protezione delle persone lavoratrici  
310 in Europa è indebolita dalla diminuzione del grado di sindacalizzazione, sia in  
311 Svizzera che nella maggior parte dei Paesi europei, dalla scarsa copertura dei  
312 contratti collettivi (che in Svizzera coprono solo il 50% de\* dipendenti) e  
313 dalla giurisprudenza favorevole alle aziende della Corte di giustizia europea,  
314 che mina quasi sistematicamente l'azione sindacale per far rispettare i diritti  
315 sociali.

#### 316 **Politica monetaria: la stabilità dell'euro è più importante del benessere della** 317 **popolazione europea**

318 L'introduzione dell'euro come moneta unica ha eliminato le incertezze causate  
319 dalle fluttuazioni delle valute nazionali. Il rovescio della medaglia di questi  
320 vantaggi sono le restrizioni alle politiche economiche nazionali. Gli stati sono  
321 costretti a rispettare i criteri di stabilità della moneta unica. Così, tutti  
322 gli Stati membri hanno perso il diritto di indebitarsi. Questa mancanza di  
323 libertà ha portato a situazioni disastrose, ad esempio nella crisi finanziaria  
324 ed economica, ma anche nella recente pandemia. Gli Stati membri sono stati  
325 costretti a politiche di austerità e quindi ad attuare una politica economica  
326 neoliberalista a prescindere dalle maggioranze nazionali e dalle esigenze della

327 popolazione. Ciò è avvenuto sulle spalle delle persone lavoratrici e delle  
328 popolazioni più povere. I grandi Stati perdenti, come Grecia, Italia,  
329 Portogallo, Spagna e Irlanda, hanno dovuto subire tagli allo stato sociale,  
330 privatizzazioni e lo smantellamento dei diritti de\* lavorator/trici\*. La  
331 popolazione portoghese è tuttavia riuscita a passare al contrattacco. Le grandi  
332 proteste contro la crisi hanno portato a significativi guadagni da parte dei due  
333 partiti di sinistra radicale Bloco de Esquerda e i Comunisti, che hanno poi  
334 partecipato a un governo anti-austerità con il partito socialista dal 2015 fino  
335 alle elezioni del gennaio 2022. L'esempio del Portogallo, in particolare,  
336 dimostra che la sinistra europea deve resistere con determinazione  
337 all'espansione delle misure neoliberali negli Stati nazionali e può unirsi per  
338 costruire un progetto alternativo. Le proteste all'interno di uno Stato membro  
339 possono portare a miglioramenti reali e fare pressione sull'UE.

340 La GISO si batte con determinazione per il 99% e quindi anche per i diritti di  
341 tutte le persone lavoratrici. Oltre alla difesa dei nostri diritti in Svizzera,  
342 la lotta internazionale contro il neoliberalismo e lo sfruttamento è di importanza  
343 centrale. I salari, le condizioni di lavoro, i servizi sociali e la politica  
344 familiare devono essere al centro della lotta per un'Europa unita. La GISO  
345 Svizzera chiede quindi una politica salariale e di contrattazione collettiva  
346 coordinata e una politica industriale e dei servizi socio-ecologica.

347 Inoltre, è necessaria una regolamentazione bancaria e una politica fiscale equa  
348 a favore della redistribuzione del capitale. In Svizzera, in Europa e nel mondo,  
349 è essenziale una politica fiscale efficace a favore della redistribuzione del  
350 capitale verso la popolazione attiva e per il contenimento del potere delle  
351 grandi imprese.

352 **Pertanto, a breve termine, la GISO Svizzera avanza le seguenti richieste per una**  
353 **politica economica europea a favore del 99%:**

- 354 • Le economie degli Stati nazionali devono essere liberate dal giogo della  
355 moneta comune e quindi dalla pressione causata dalle politiche  
356 neoliberali.
- 357 • Nel contesto degli attuali negoziati con l'UE, la Sinistra svizzera deve  
358 battersi, in particolare, per l'introduzione della direttiva sulla  
359 cittadinanza europea, dei salari minimi e delle misure di parità  
360 salariale.
- 361 • È necessario creare un'unione politica sociale in tutta Europa per  
362 superare i vincoli neoliberali dell'attuale sistema economico europeo.

- 363 • Si deve introdurre una tassa minima globale per le grandi imprese.
- 364 • È necessario maggiore sostegno alle misure sindacali e
- 365 all'estensione automatica dei contratti collettivi di lavoro.
- 366

### 367 **3. L'UE e la Svizzera: tra vincoli, influenze e confini**

368 In passato, la sinistra svizzera si è fortemente preoccupata della questione  
369 della protezione de\* lavoratori/trici\* in conflitto con l'integrazione europea.  
370 Nel quadro della libera circolazione delle persone, nel 2004 sono state  
371 introdotte misure di accompagnamento a favore delle persone che lavorano in  
372 Svizzera. Queste misure sono destinate a prevenire il dumping salariale e le  
373 condizioni di lavoro abusive. Sebbene si tratti di un'adozione del diritto  
374 europeo, queste norme sono state sviluppate e sono ora definite dall'UE come  
375 "discriminatorie", in particolare perché le aziende europee hanno otto giorni  
376 per denunciare le persone lavoratrici che "distaccano" in Svizzera, contro i  
377 quattro giorni a disposizione dell'UE. Le misure di accompagnamento hanno anche  
378 portato a un significativo ampliamento dei diritti de\* lavoratori/trici\* in  
379 molti settori, facilitando il ruolo vincolante di alcuni contratti collettivi.  
380 Queste misure sono sinonimo di conquiste sociali in Svizzera.

381 La Svizzera è legata all'UE tramite alcuni accordi. Oltre all'Accordo di libero  
382 scambio, vi sono gli Accordi bilaterali. Dopo il rifiuto dell'adesione allo  
383 Spazio economico europeo (SEE) nel 1992, gli Accordi bilaterali I, come inizio  
384 del percorso bilaterale, sono stati accettati dalla popolazione svizzera nel  
385 2000, insieme alle misure di accompagnamento. I singoli accordi contenuti negli  
386 Accordi bilaterali I sono legati da una clausola ghigliottina<sup>12</sup>. Nel 2005/2006,  
387 in seguito all'allargamento a est dell'UE, sono stati stipulati gli Accordi  
388 bilaterali II. Il contenuto comprendeva l'introduzione di Schengen/Dublino e,  
389 nel corso dei negoziati, il miliardo di coesione da versare all'UE. Nel 2009, la  
390 Svizzera ha detto sì all'allargamento dell'UE alla Romania/Bulgaria e  
391 all'espansione delle misure di accompagnamento. Nel 2014, l'UDC ha vinto il voto  
392 sulla sua iniziativa contro l'immigrazione di massa, che, tra l'altro, ha messo  
393 in discussione la libera circolazione delle persone. Nel 2016, il Consiglio  
394 federale ha informato il Consiglio dell'UE che la domanda di adesione della  
395 Svizzera all'UE era da considerarsi ritirata. Nel 2020, l'UDC ha fallito alle  
396 urne con la sua iniziativa sulla restrizione della libera circolazione delle  
397 persone<sup>13</sup>.

398 Anche l'adozione dinamica obbligatoria della giurisprudenza dell'UE in Svizzera  
399 è un tema ricorrente. Molte leggi sono immediatamente incorporate nel diritto  
400 svizzero, rendendo così la Svizzera parte integrante dell'Europa. La Svizzera  
401 spesso non ha la possibilità di influenzare queste leggi, il che è un problema

402 importante dato l'orientamento neoliberale e anti-immigrazione dell'UE. Un  
403 eventuale caduta di una parte degli accordi bilaterali porterebbe a una  
404 rinegoziazione o a un ritiro dagli accordi. L'esempio più recente è il voto di  
405 Frontex e la discussione su un possibile ritiro dall'accordo di  
406 Schengen/Dublino.

407 Il contesto in cui si inserisce l'attuale discussione sulle relazioni Svizzera-  
408 UE è quello della complicata rete di accordi, composta da una ventina di accordi  
409 bilaterali principali e da oltre 100 altri accordi. Questa situazione non è più  
410 tollerata a causa delle sue complicazioni, e la Svizzera si è impegnata a  
411 unificare i vari accordi sotto l'ombrello di un accordo quadro. Oltre  
412 all'unificazione, l'UE chiede un meccanismo per risolvere eventuali controversie  
413 tra la Svizzera e l'UE.

414 Nel 2021 è stato presentato l'accordo quadro istituzionale (InstA), che è stato  
415 fortemente osteggiato, sia dai sindacati che dalla destra. L'InstA avrebbe  
416 indebolito in modo massiccio le misure di accompagnamento ed era quindi  
417 insufficiente. Quando il Consiglio federale ha constatato l'intransigenza dei  
418 sindacati su questo tema, ha preferito abbandonare tutti i negoziati grazie ad  
419 un'alleanza del PLR con l'UDC, piuttosto che affrontare altri punti importanti  
420 per l'UE ma incompatibili con gli ideali politicamente conservatori della destra  
421 borghese in Svizzera, come la direttiva sulla cittadinanza europea. Dopo il  
422 fallimento dell'InstA, l'UE non è disposta a rinnovare gli accordi esistenti con  
423 la Svizzera o a concludere nuovi accordi. Il mancato rinnovo degli accordi di  
424 accesso al mercato esistenti crea importanti restrizioni all'approvazione dei  
425 prodotti, che colpiscono soprattutto la classe capitalista svizzera.

426 Inoltre, la Svizzera non può più contare sulla collaborazione nei settori  
427 dell'istruzione, della ricerca e dell'innovazione, il che comporta enormi  
428 svantaggi per alcuni gruppi di persone e industrie. Questa situazione è  
429 particolarmente penosa per gli/le\* studenti. C'è il rischio che il corpo  
430 studentesco svizzero perda il contatto con la ricerca attuale e l'accesso ai  
431 programmi di scambio europei. Questa situazione non può e non deve diventare  
432 permanente.

### 433 Siamo giunt\* ad un punto morto?

434 La sinistra Svizzera si trova di fronte a una grande sfida. Da un lato, le  
435 critiche all'UE sono giustificate e necessarie. Nel farlo, è importante  
436 distinguersi dalla critica dei partiti conservatori di destra: è fondamentale  
437 inserire la nostra critica all'UE in una visione internazionalista coerente e  
438 non scadere mai nella critica culturale.

439 Questa situazione dimostra inoltre che è urgente intervenire, perché la rottura

440 del rapporto con l'UE si riflette sull'economia e sulla società.  
441 I vantaggi della Svizzera rispetto all'UE sono innanzitutto i suoi strumenti di  
442 democrazia diretta. Beneficiamo anche delle misure di accompagnamento alla  
443 libera circolazione delle persone. Inoltre, in Svizzera vige ancora una certa  
444 protezione dei servizi pubblici. Nell'UE gli aiuti di Stato sono più limitati.  
445 In Svizzera, un numero relativamente alto di istituzioni è ancora in mano  
446 pubblica (elettricità, trasporti pubblici, sanità, istruzione). Tuttavia,  
447 bisogna anche riconoscere che nel nostro Paese prevalgono le tendenze  
448 neoliberiste allo smantellamento dei servizi pubblici e dei servizi di base.

449 La GISO riconosce che il margine di manovra nei confronti dell'UE è  
450 relativamente ridotto in quanto paese integrato ma non membro. I trattati e  
451 l'adozione di leggi possono essere ritardati e perfezionati sulla base di  
452 referendum, ma la Svizzera non può ritirarsi da queste linee guida. Tuttavia, è  
453 impossibile ritirarsi da questa rete di dipendenze, accordi e vicinanza  
454 geografica.

455 **La GISO chiede quindi un rafforzamento dell'internazionalismo europeo nella**  
456 **sinistra, che influenzi la politica dell'Unione Europea attraverso le lotte**  
457 **delle persone lavoratrici tramite gli scioperi, strategie interne alla sinistra**  
458 **interna e la cooperazione.**

#### 459 **4. La crisi climatica e l'UE: un esempio della necessità di** 460 **un'azione coordinata**

461 Essendo la più grande sfida della nostra epoca, la politica climatica deve  
462 essere collocata anche nel contesto della questione europea. La GISO sostiene  
463 chiaramente l'azzeramento delle emissioni di CO2 entro il 2030 e valuta ogni  
464 azione di politica climatica nel contesto di questo obiettivo. Inoltre, la GISO  
465 crede fermamente nel concetto di "system change not climate change": la lotta  
466 contro la crisi climatica deve essere sempre anticapitalista e per il 99%,  
467 perché è il capitalismo che ci ha portato a questa situazione. L'UE, in quanto  
468 organizzazione sovranazionale, ha una responsabilità particolare nella lotta  
469 alla crisi climatica. Non solo perché dispone dei mezzi finanziari e tecnici  
470 necessari, ma anche perché è indiscutibile che i tempi in cui la politica  
471 climatica era efficace esclusivamente a livello nazionale sono finiti. L'Europa,  
472 in quanto centro di prosperità nel mondo, ha anche una responsabilità molto  
473 maggiore rispetto al Sud globale, sfruttato, nell'implementare soluzioni alla  
474 crisi climatica. Lo stile di vita e di produzione europeo, che si basa sullo  
475 sfruttamento del Sud globale, dimostra che l'Europa ha un dovere particolare di  
476 combattere la crisi climatica.

477 In linea di principio, si può riconoscere che l'UE ha finora assunto un ruolo  
478 pionieristico nella lotta alla crisi climatica nel contesto politico globale.  
479 Tuttavia, non si spinge abbastanza lontano e, a causa del suo DNA neoliberale,  
480 non è in grado di fermare la crisi climatica. Le misure presentate nel contesto  
481 del Green Deal europeo, come lo scambio di emissioni, la strategia del "de-  
482 risking"<sup>14</sup> o la tassonomia recentemente rivista delle attività economiche  
483 "ecologiche", continuano a operare nel quadro ristretto di un'attività economica  
484 orientata al profitto e quindi allo sfruttamento della natura. Le questioni di  
485 giustizia sociale sono affrontate solo marginalmente<sup>15</sup>.  
486 Tuttavia, la politica climatica dell'UE è oggi più progressista di quella della  
487 Svizzera e di molti altri Paesi. Il Green Deal europeo, nell'ambito della  
488 politica climatica europea, dovrebbe tracciare la strada verso lo zero netto nel  
489 2050. In questo contesto, la Commissione europea ha presentato il pacchetto  
490 "Pronti per il 55%", che prevede misure per ridurre le emissioni di gas serra  
491 del 55% entro il 2030 rispetto al 1990.

492 Lo strumento principale della politica climatica europea è lo scambio di  
493 emissioni. Ciò comporta l'assegnamento di quote di emissione<sup>16</sup> in numero  
494 limitato e il loro successivo scambio sul mercato. A questo sistema partecipa  
495 anche la Svizzera, che finge di adottare misure di protezione del clima. Questo  
496 sistema contribuisce in minima parte alla riduzione dei gas serra e copre meno  
497 della metà dei gas dannosi per il clima. D'altra parte, si basa su una strategia  
498 puramente di mercato, che chiaramente mette il profitto al di sopra del bene  
499 comune. Ciò non risolve né le questioni climatiche né quelle legate alla  
500 giustizia sociale.

501 Un'evoluzione importante nella politica climatica europea è la recente decisione  
502 del Parlamento europeo sul regolamento sulla tassonomia. La tassonomia definisce  
503 quali attività economiche devono essere classificate come sostenibili dal punto  
504 di vista ambientale per determinare la sostenibilità di un investimento.  
505 Tuttavia, nel luglio 2022, il gas e l'energia nucleare sono stati aggiunti  
506 retroattivamente all'elenco delle opportunità di investimento sostenibili, il  
507 che rappresenta un devastante passo indietro.

508 Una critica importante alla politica climatica dell'UE è legata alla visione  
509 dell'approvvigionamento energetico nelle mani private delle multinazionali. È  
510 necessario un controllo democratico sull'approvvigionamento energetico  
511 sostenibile, che metta il clima al di sopra dei profitti delle grandi imprese.

512 Un altro fattore importante è il trasporto, che è responsabile di una grande  
513 percentuale di emissioni di gas serra. Gli accordi di libero scambio sono il  
514 fattore trainante e devono quindi essere combattuti nella loro forma attuale (ad  
515 esempio gli accordi TTIP/TiSA).

516 Un ulteriore motore della crisi climatica, il settore agricolo, è controllato da  
517 poche grandi aziende. Lo squilibrio di potere tra le imprese e persone  
518 lavoratrici e consumatrici è enorme. Di conseguenza, le aziende agricole più  
519 piccole vengono estromesse dal mercato, i diritti umani vengono sistematicamente  
520 violati, le carestie imperversano nel Sud globale a causa dello sfruttamento  
521 della politica agricola fondiaria e della speculazione alimentare, e la crisi  
522 climatica avanza ulteriormente. L'UE persegue la politica agricola, una delle  
523 sue aree politiche più datate, sotto il nome di Politica Agricola Comune (PAC).  
524 Il Parlamento europeo ha adottato le nuove linee guida della PAC per il periodo  
525 2021-2027, mettendo fortemente in discussione gli obiettivi del Green New Deal.  
526 L'attenzione della politica agricola europea deve essere rivolta alle aziende  
527 agricole di piccole e medie dimensioni e a quelle con una struttura  
528 diversificata.

529 In sintesi, si può affermare che l'UE sta facendo troppo poco per combattere la  
530 crisi climatica. Inoltre, non si può dire che l'attuale politica climatica  
531 dell'UE, abbia qualche chance di riuscire. Gli Stati membri sono infatti  
532 favorevoli al carbone, all'industria automobilistica: il rafforzamento dei  
533 partiti della destra populista in Europa sono ostacoli importanti. Dal punto di  
534 vista di una politica climatica anticapitalista, l'UE, in quanto comunità di  
535 Stati focalizzata solo sull'integrazione economica neoliberale, non potrà mai  
536 fare abbastanza. La pressione internazionale sugli Stati membri, ma anche sulle  
537 istituzioni dell'UE, deve essere rafforzata in modo massiccio. La politica  
538 climatica europea deve abbandonare completamente i principi neoliberali e  
539 seguire le richieste del movimento per il clima e le analisi climatiche  
540 dell'IPCC. L'ambiente deve essere posto al di sopra dei profitti, in modo  
541 socialmente giusto e radicale.

542 **La GISO avanza pertanto le seguenti richieste in materia di politica climatica:**

- 543 • massicci investimenti nelle energie rinnovabili e la lotta all'energia  
544 nucleare e al gas.
- 545 • una conversione verso mezzi di trasporto più rispettosi  
546 dell'ambiente nel lungo periodo, l'uso di tecnologie più efficienti dal  
547 punto di vista energetico e senza aumentare in modo massiccio il consumo  
548 di energia e, parallelamente, una riduzione delle esigenze di trasporto  
549 internazionale.
- 550 • una politica agricola rispettosa del clima, con investimenti in una  
551 ristrutturazione dell'agricoltura che contribuisca efficacemente agli  
552 obiettivi ambientali, di benessere animale e del clima.

553

554 **5. Qual è il futuro prossimo delle nostre relazioni con**  
555 **l'UE?**

556 La GISO Svizzera non può evitare di prendere posizione sull'UE, non solo per la  
557 posizione geografica e la dipendenza economica della Svizzera, ma per la nostra  
558 convinzione internazionalista di voler lottare per tutti i popoli, non solo per  
559 quello svizzero. Troppo spesso, oggi, le discussioni politiche sull'UE sono  
560 accolte con una sensazione di indipendenza e di non coinvolgimento. Non di rado,  
561 questo sentimento è incorporato in un nazionalismo che è prevalente tra i  
562 partiti e movimenti dell'estrema destra. Ma la sinistra si nasconde dietro il  
563 rifiuto delle istituzioni neoliberali e antidemocratiche dell'UE, impedendo così  
564 una vera riflessione sugli approcci internazionalisti alla trasformazione  
565 politica. Bisogna anche riconoscere che in molti settori la Svizzera non è  
566 migliore dell'UE, come ha dimostrato questa analisi.

567 L'analisi proposta mette in discussione l'UE nel suo complesso. La mancanza di  
568 democrazia, il neoliberismo e la disfunzionalità riducono la volontà di  
569 difendere l'UE. Tuttavia, sono proprio gli sviluppi neoliberali a partire dagli  
570 anni '80 a essere evidenti anche in Svizzera, poiché si tratta di un problema  
571 globale e non specifico dell'UE. È inoltre importante riconoscere che l'attuale  
572 natura del rapporto con l'UE porta all'adozione di misure prevalentemente  
573 neoliberali piuttosto che progressiste. La questione dell'adesione merita quindi  
574 di essere sollevata in linea di principio: è una questione di internazionalismo  
575 sul lungo termine, che deve essere sviluppata come presentato nell'analisi, così  
576 come è una questione di solidarietà con le intere popolazioni europee che non  
577 beneficiano di un tenore di vita privilegiato come il nostro.

578 Il timore paralizzante di una discussione sulla questione di un'eventuale  
579 adesione all'UE da parte della sinistra svizzera impedisce di prendere una  
580 posizione dettagliata sull'UE e la pone in una posizione attendista e passiva.  
581 Come GISO, la nostra lotta principale non deve concentrarsi sulle modalità del  
582 rapporto Svizzera-UE, ma sulla lotta contro il potere e per una sinistra europea  
583 forte e ambiziosa. Dobbiamo lavorare con i partiti di sinistra in tutta Europa.  
584 Solo una sinistra rafforzata a livello europeo avrà davvero il potere di  
585 realizzare i nostri obiettivi. E solo una sinistra europea unita può sviluppare  
586 una visione a lungo termine per l'Europa e darle forma insieme.

587 **Pertanto, a breve e medio termine, chiediamo al Consiglio federale di sostenere**  
588 **le seguenti richieste in tutte le fasi future delle relazioni diplomatiche tra**  
589 **la Svizzera e l'UE:**

- 590 1. Politica sociale: adozione della Cittadinanza dell'Unione europea,  
591 estensione delle competenze dell'UE in campo sociale;

- 592 2. Politica economica e finanziaria: tassazione delle imprese (adozione della  
593 riforma OCSE a partire dal 2023), modifica della giurisprudenza a favore  
594 delle misure sindacali e prevenzione della concorrenza fiscale  
595 internazionale;
- 596 3. Protezione dei salari: salari minimi in tutta Europa, se non sono state  
597 trovate norme più efficaci come ad esempio nei Paesi nordici, protezione  
598 de\* lavoratori/trici\*;
- 599 4. Democrazia: abolizione dell'obbligo di unanimità, rafforzamento degli  
600 strumenti del Parlamento, introduzione dell'iniziativa legislativa<sup>17</sup>;
- 601 5. Servizio pubblico: inversione della logica della privatizzazione,  
602 abolizione del divieto di aiuti di Stato
- 603 6. Politica climatica: neutralità delle emissioni di CO2 entro il 2030; una  
604 politica climatica rigorosa che non ammetta nella sua tassonomia né le  
605 centrali a gas né quelle nucleari e che adotti misure più efficaci dello  
606 scambio di certificati di emissione
- 607 7. Politica migratoria: riconoscimento del diritto di asilo, introduzione  
608 dell'asilo nelle ambasciate e creazione di vie di fuga sicure,  
609 riconoscimento della clausola umanitaria nell'accordo di Schengen/Dublino  
610 e ampliamento delle cause di fuga riconosciute.

611 In caso di adesione della Svizzera all'UE, la GISO ritiene che il mantenimento  
612 della democrazia diretta e dei diritti delle persone lavoratrici, come la tutela  
613 dei salari e dei licenziamenti, nonché la salvaguardia dei servizi pubblici  
614 (trasporti pubblici, sistema energetico, ecc.) siano condizioni preliminari non  
615 negoziabili per l'adesione. Tuttavia, questa non è la fine della lotta.  
616 L'obiettivo finale dell'Europa unita deve essere e rimanere una vita buona e  
617 socialmente giusta per tutta la popolazione europea.

## 618 **6. La nostra visione per un'Europa sociale, democratica ed** 619 **ecologica**

620 Il Manifesto di Ventotene è la base della visione di una futura Europa  
621 socialista. Il documento delinea l'ideale di un federalismo europeo. Gli autori  
622 dell'epoca consideravano la sovranità degli Stati nazionali la causa della  
623 Seconda guerra mondiale e chiedevano quindi la creazione di uno Stato federale  
624 europeo da parte di un movimento rivoluzionario per preservare la pace e la  
625 libertà. Il Manifesto si basa su idee economiche socialiste e comuniste. Si  
626 tratta di uno dei documenti più importanti di documenti relativi ad una  
627 possibile unione europea.

628 La GISO si basa su questo documento siccome è internazionalista e rifiuta in  
629 linea di principio il concetto di Stato nazionale. Tuttavia, riconosciamo le  
630 specificità regionali sulle quali un'autorità geograficamente limitata dovrebbe  
631 essere in grado di decidere autonomamente. In questo senso, la GISO rifiuta  
632 l'attuale supremazia degli interessi nazionali degli Stati membri dell'UE se non  
633 corrispondono agli interessi collettivi. Piuttosto, gli interessi della  
634 popolazione europee dovrebbero essere rappresentati. Vogliamo un'Europa sociale,  
635 democratica, femminista, ecologica e antirazzista e crediamo che questa visione  
636 possa essere realizzata al meglio attraverso la difesa di un'Europa federale.

637 In quanto partito socialista, la GISO si impegna nell'obiettivo di rivoluzionare  
638 la società. Per questo sosteniamo la seguente analisi del Manifesto: *“La  
639 rivoluzione europea, per rispondere alle nostre esigenze, dovrà essere  
640 socialista, cioè dovrà proporsi l'emancipazione delle classi lavoratrici e la  
641 realizzazione per esse di condizioni più umane di vita”*. Sia il Manifesto che la  
642 GISO sono convinti che il prerequisito fondamentale per un'Europa socialista  
643 unita sia la creazione di un movimento rivoluzionario europeo. Come affermato  
644 anche nell'analisi politico-istituzionale, l'unico potenziale risiede in una  
645 sinistra europea unita. Ciò non significa che debba esistere un'unica  
646 organizzazione, ma che tutti i movimenti e i partiti di sinistra devono unire le  
647 forze e concordare un percorso e una visione comune. La forza di questo  
648 movimento dovrebbe risolvere la paralisi della sinistra e dello Stato-nazione, e  
649 offrire una stabilità indipendente dai processi dei singoli stati. Per questo  
650 motivo, la GISO Svizzera intende allearsi con tutte le forze di sinistra europee  
651 nell'elaborazione di richieste comuni e nell'organizzazione per la creazione di  
652 un'Europa socialista. In termini concreti, ciò significa:

- 653 • Diffondere la nostra analisi dell'UE e difendere la nostra visione  
654 all'interno dello YES.
  
- 655 • Collaborazione e partecipazione al network di organizzazioni e movimenti  
656 sindacali, femministi ed ecologisti al di fuori dello YES
  
- 657 • Formare alleanze, elaborare richieste comuni e organizzare azioni,

658                   manifestazioni e scioperi a livello europeo.

659

660 Un'altra importante intuizione del Manifesto sulla strada verso l'Europa  
661 socialista è: *"Il potere si consegue e mantiene non semplicemente con la*  
662 *furberia, ma con la capacità di rispondere in modo organico e vitale alla*  
663 *necessità della società moderna"*. In altre parole, dobbiamo creare una nuova  
664 visione.

665 Un'Europa socialista è un'Europa costruita nell'interesse del 99%, in armonia  
666 con i limiti della natura. A tal fine, è necessario soddisfare i bisogni  
667 fondamentali di tutte le persone. Per rendere tutto questo possibile, è  
668 necessaria una pianificazione democratica dell'economia a livello europeo.  
669 Questo dovrebbe avvenire attraverso un coordinamento di piani regionali: le  
670 strutture sociali a livello locale e regionale rimarrebbero quindi autonome.  
671 Questi piani devono rispondere democraticamente alle esigenze regionali e  
672 decidere quali beni e servizi produrre e in quali quantità. Tuttavia, dovrebbe  
673 essere possibile portare avanti progetti comuni anche a livello continentale. A  
674 tal fine, è necessario creare istituzioni democratiche in cui rappresentanti di  
675 tutte le autorità locali possano partecipare al processo decisionale. Tuttavia,  
676 ogni autorità locale dovrebbe avere la possibilità di non partecipare a un  
677 determinato progetto. Pertanto, questa visione riflette in un certo senso anche  
678 l'obiettivo di un'Europa federale fissato dal Manifesto di Ventotene.

679 **Per creare un'Europa di questo tipo, dobbiamo cambiare radicalmente la società.**  
680 **In particolare, dovrebbero avvenire le seguenti trasformazioni:**

681           1. La collettivizzazione delle aziende esistenti con 100 o più dipendenti,  
682           ponendole sotto il controllo democratico delle persone lavoratrici.

683           2. L'espropriazione della terra e la sua redistribuzione in condizioni di  
684           organizzazione cooperativa e sociale.

685           3. La collettivizzazione e l'organizzazione democratica dei settori del  
686           lavoro di cura, non basata sulle diverse realtà lavorative delle aree.

687           4. Una riduzione radicale dell'orario di lavoro, la garanzia del posto di  
688           lavoro e un reddito di base generoso.

- 689 5. Il rafforzamento costante del servizio pubblico (istruzione, sanità, ecc.)  
690 e delle assicurazioni sociali.
- 691 6. L'abolizione di tutte le frontiere e libera circolazione per tutt\*.
- 692 7. La creazione di strutture democratiche di base a livello locale, che si  
693 occupino della pianificazione economica e dell'organizzazione della  
694 società.
- 695 8. La costruzione di istituzioni democratiche a livello europeo che  
696 consentano il coordinamento tra i livelli locali e il perseguimento di  
697 progetti comuni.

698 Dobbiamo costruire un'Europa sociale in un mondo socialista. Vogliamo un'Europa  
699 federale che rispetti le decisioni prese democraticamente a livello locale, ma  
700 che allo stesso tempo permetta il coordinamento tra questi livelli e il  
701 perseguimento di progetti a livello continentale. Per poterlo fare, dobbiamo  
702 costruire legami con tutte le organizzazioni e i movimenti che lottano per una  
703 trasformazione della società. Dobbiamo sviluppare richieste e strategie comuni,  
704 e dobbiamo lottare insieme per lo stesso obiettivo: una buona vita per tutt\*. In  
705 breve, dobbiamo adottare la conclusione del Manifesto del Partito Comunista:  
706 *"Proletari di tutti i paesi, unitevi!"*

707 **(1)**Iniziativa contro l'immigrazione di massa (2014, accettata), Iniziativa per  
708 l'attuazione (2016, rifiutata), Iniziativa per l'autodeterminazione (iniziativa  
709 contro i diritti umani, 2018, rifiutata), Iniziativa "Per un'immigrazione  
710 moderata" (2020, rifiutata).

711 **(2)**<https://juso.ch/it/posizioni/stop-allo-sfruttamento-del-sud-globale/>

712 **(3)**[https://www.touteleurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/union-europeenne-faut-il-  
713 abandonner-le-vote-a-l-unanime/](https://www.touteleurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/union-europeenne-faut-il-abandonner-le-vote-a-l-unanime/)

714 **(4)**Il Consiglio d'Europa non è una delle istituzioni dell'UE e si concentra  
715 sulla tutela dei diritti umani. La Svizzera ne fa parte.

716 **(5)**<https://transparency.eu/who-has-been-lobbying-the-european-commission/>

717 **(6)**Art. 119, Trattato sul funzionamento dell'Unione  
718 europea, (<https://dejure.org/gesetze/AEUV/119.html>)

719 **(7)**<https://www.cairn.info/revue-de-l-ires-2018-3-page-7.htm>

720 **(8)**[https://asile.ch/2022/04/05/no-frontex-la-poudre-aux-yeux-le-systeme-de-  
721 responsabilite-de-frontex/](https://asile.ch/2022/04/05/no-frontex-la-poudre-aux-yeux-le-systeme-de-responsabilite-de-frontex/)

722 **(9)**Anche i Verdi sono alleati e insieme all'Alleanza Libera Europea formano un

723 gruppo parlamentare di 71 seggi.

724 **(10)** Il Partito del Socialismo Europeo (PSE), ad esempio, ha sostenuto l'entrata  
725 in vigore del Trattato di Lisbona, anche se esso garantisce che "la concorrenza  
726 non verrà distorta" e limita il bilancio dell'UE all'1,27% del PIL europeo,  
727 limitando così le possibilità di migliorare la vita della popolazione europea.

728 **(11)** Le misure di accompagnamento tutelano le condizioni di lavoro in Svizzera.  
729 Sono destinate a prevenire il dumping salariale e le condizioni di lavoro  
730 abusive. La regola è che chiunque lavori in Svizzera deve lavorare alle  
731 condizioni svizzere. Se vengono scoperti casi di dumping salariale o di mancato  
732 rispetto delle condizioni di lavoro, entrano in gioco diverse misure per  
733 sanzionare chi effettua le violazioni.

734 **(12)** La clausola ghigliottina è una clausola che può essere inserita in un  
735 pacchetto contrattuale. La legge stabilisce che se un accordo viene infranto o  
736 dichiarato nullo, l'intero pacchetto di accordi diventa nullo.

737 **(13)** L'iniziativa contro l'immigrazione di massa chiedeva, tra le altre cose, un  
738 sistema di quote per l'immigrazione e un numero massimo di stranieri\* che  
739 lavorassero in Svizzera. Questa legge ha dato origine alla cosiddetta "priorità  
740 ai cittadini svizzeri", che prevede una preferenza xenofoba per  
741 lavoratori/trici\* svizzer\*.

742 **(14)** Con de-risking si intende il meccanismo per il quale il settore pubblico si  
743 assume il rischio economico degli investimenti privati per renderli più  
744 attraenti, invece di effettuare gli investimenti come settore pubblico stesso.  
745 Il de-risking segue la logica "perdite pubbliche, profitti privati".

746 **(15)** [https://ec.europa.eu/clima/eu-action/european-green-deal/delivering-](https://ec.europa.eu/clima/eu-action/european-green-deal/delivering-european-green-deal/social-climate-fund_en)  
747 [european-green-deal/social-climate-fund\\_en](https://ec.europa.eu/clima/eu-action/european-green-deal/delivering-european-green-deal/social-climate-fund_en)

748 **(16)** Il diritto di emettere gas a effetto serra come parte di una quantità  
749 annuale di emissioni tollerabili.

750 **(17)** L'iniziativa legislativa consente alla popolazione di opporsi a modifiche  
751 della legge tramite referendum e di apportare modifiche alla Costituzione  
752 tramite iniziative. Ciò rafforza la democrazia.